

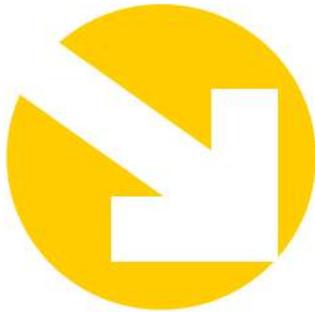


INDUSTRIE ET TERRITOIRES

**COMMENT GAGNER LA BATAILLE DE LA RÉINDUSTRIALISATION ?
REGARDS CROISÉS ENTRE TERRITOIRES, INDUSTRIELS ET SOCIÉTÉ CIVILE**

RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

NOVEMBRE 2024



BPIFRANCE LE LAB

EN QUELQUES MOTS

Tout le monde doit en avoir conscience : les PME-ETI sont décisives pour l'économie française, en termes de croissance, d'emplois et d'ancrage local. Pour autant, confrontées à des défis spécifiques, celles-ci restent méconnues : il subsiste un déficit de savoirs sur nos PME-ETI qu'il est fondamental de combler.

Bpifrance Le Lab est le laboratoire d'idées des PME-ETI.

Sa mission : stimuler les dirigeants pour faire face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Concrètement, **Bpifrance Le Lab** travaille à :

- Tirer les meilleures idées de la recherche et du terrain ;
- Valoriser les expériences et les témoignages de dirigeants ;
- Relier les dirigeants-lecteurs au sein d'une communauté de recherche participative.

Bpifrance Le Lab fait ainsi émerger des idées faites pour les PME-ETI.

Son ambition : des dirigeants épanouis, pour des entreprises qui vont bien.

Retrouvez-nous sur lelab.bpifrance.fr

0

INTRODUCTION

DE LA PUBLICATION NATIONALE AUX
DÉCLINAISONS RÉGIONALES

LA RÉINDUSTRIALISATION EST UN ENJEU DE SOUVERAINETÉ NATIONALE, ET SE JOUE À L'ÉCHELLE LOCALE

En mai 2024, Bpifrance Le Lab a publié une étude inédite sur la réindustrialisation. Cette étude combine des projections économiques permettant de quantifier sous différents angles l'ambition de réindustrialisation de la France, des perceptions croisées d'industriels et de citoyens, une cartographie du potentiel industriel des territoires et une analyse des stratégies de croissance des industriels. En voici les enseignements principaux :

La réindustrialisation est un défi considérable. A horizon 2035, il faut retrouver une balance commerciale à l'équilibre, ce qui implique dans le secteur de l'industrie manufacturière 233Mds€ de valeur ajoutée supplémentaire en tenant compte de l'inflation (soit une hausse de 5,3 % en valeur par an), la création de 600 000 à 800 000 emplois (soit 50 000 à 67 000 emplois par an entre 2023 et 2035, ce qui représente le double des créations observées entre 2021 et 2023), et un passage de 9,7 % à 12 % de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB.

Si cette marche est haute, elle reste atteignable. Le tissu industriel existant (avec des prévisions de croissance moyenne du chiffre d'affaires de l'ordre de 4 % par an) représenterait 2/3 de la marche à franchir, le 1/3 restant correspondrait à des créations d'entreprises, françaises ou étrangères, sur le territoire français.

L'ambition de réindustrialisation bénéficie du soutien de la population. Les Français s'y disent à 82 % favorables, et 83 % estiment que l'industrie est « une fierté pour les territoires ».

Tous les territoires français ont le potentiel d'accueillir le renouveau industriel. Toutefois ceux-ci verront certainement des formes différentes de réindustrialisation se développer sur leurs sols. L'attractivité de chaque territoire est ainsi façonnée par de multiples facteurs incluant ses atouts géophysiques, sa culture et son histoire industrielle.

LE CHOIX DE L'ÉCHELLE RÉGIONALE

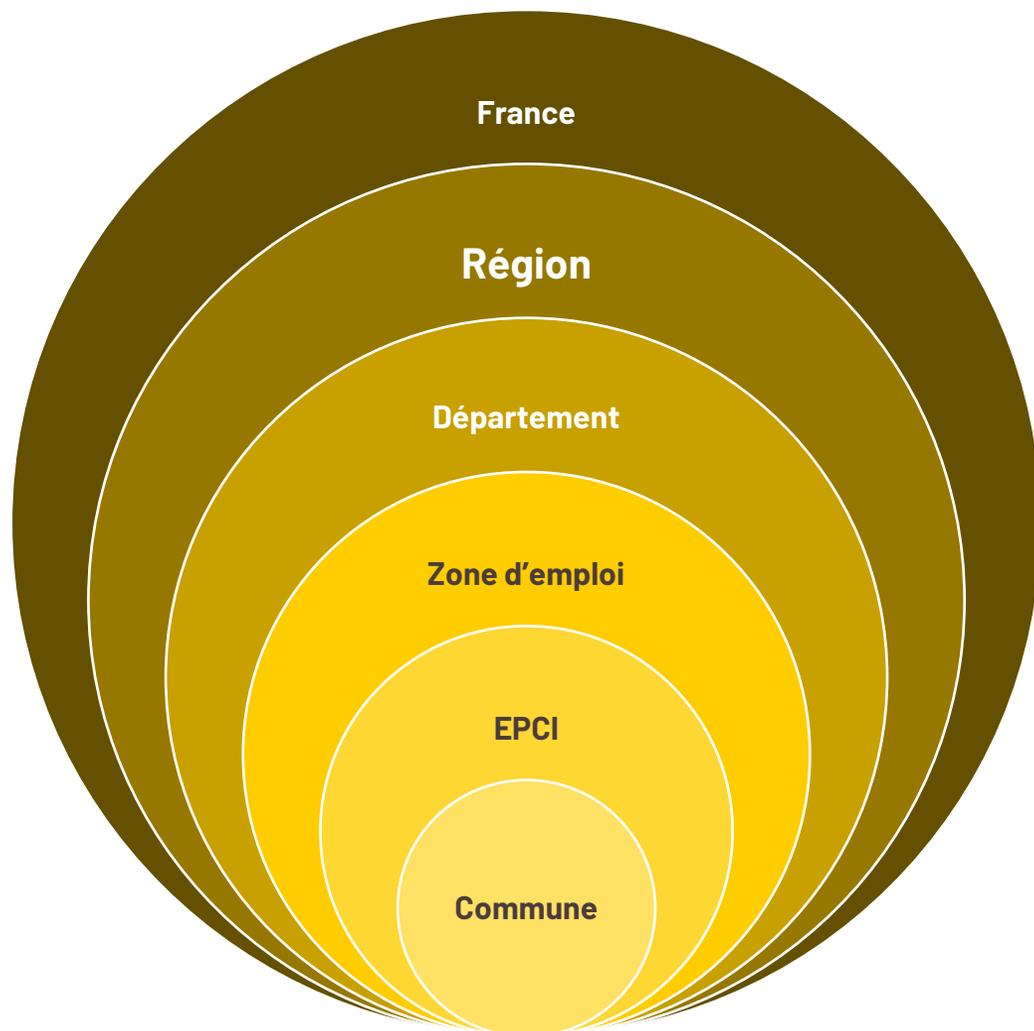
Pour offrir une analyse plus détaillée et pertinente aux dirigeants de PME-ETI, cible principale de Bpifrance Le Lab, ainsi qu'aux acteurs publics, deux prismes d'analyse complémentaires de l'industrie émergent : le **secteur d'activités** et la **géographie**.

Notre étude fait le choix d'adopter le prisme géographique comme angle principal. Nous optons pour une analyse qui reconnaît un caractère unique à chaque territoire, et qui met en lumière les spécificités qui confèrent à chaque lieu son dynamisme industriel propre. Au cœur de cette dynamique se trouvent les dirigeants de PME et d'ETI, ancrés dans le territoire, et pleinement engagés dans l'économie locale.

L'approche sectorielle bien qu'éminemment intéressante est plus largement traitée notamment à travers son incarnation au niveau des politiques publiques dans les Comités Stratégiques de Filières (CSF). Cette approche s'intéresse aux chaînes de valeur – de la conception à la distribution – et permet une compréhension des relations et synergies entre les différents acteurs de cette chaîne. Elle met également au jour les dynamiques de pouvoir existantes : les grandes entreprises dominant en tant que donneurs d'ordre, tandis que les sous-traitants, souvent de plus petite envergure, se trouvent dans une position de dépendance économique qui limite leur influence. Cet angle d'analyse est considéré dans l'étude mais de manière secondaire.

« C'est dans le tissu dense et informel des territoires que se construisent et se reproduisent « les sucres lents de la compétitivité », les ressources de longue durée comme les compétences et les réseaux relationnels qui permettent d'affronter des environnements changeants.»*

*Pierre Veltz dans la Préface de « Refaire l'industrie un projet de territoire » par Caroline Granier de la Fabrique de l'industrie



LES RÉGIONS : DES TERRITOIRES D'ENVERGURE QUI OCCUPENT UNE PLACE CLÉ DANS LA RÉINDUSTRIALISATION

Les régions sont de grands espaces géographiques. Ce sont aussi des acteurs du développement économique de leur territoire et elles ont chacune développé une stratégie de réindustrialisation. Au niveau national, le contexte de crises sanitaires et géopolitiques a dynamisé le soutien à la revitalisation du secteur industriel, notamment à travers le plan « France 2030 ». L'importance de l'échelle locale des actions s'illustre par exemple avec le programme Territoires d'Industrie, visant à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie, qui a été lancé en 2018 puis renouvelé en 2023. En parallèle de cette initiative centralisée, les régions se sont naturellement approprié cet enjeu, depuis plus ou moins longtemps, en résistant à la tendance de désindustrialisation ou en saisissant les opportunités de renouveau industriel. Ces efforts sont visibles, par exemple, dans les sections dédiées à l'industrie des SRDEII*, les plans stratégiques des régions. Cette échelle plus fine des régions, grands territoires avec des visions plurielles, vient donc composer de manière complémentaire avec l'ambition de l'Etat, autour de l'objectif commun de soutenir les territoires dans leurs stratégies de développement industriel.

Notre étude analyse en détails l'échelle territoriale de la réindustrialisation de la France en se posant les questions suivantes :

Comment les régions portent-elles l'ambition nationale de réindustrialisation ?

Quels sont les équilibres établis entre l'approche nationale et les initiatives régionales pour mener à bien la réindustrialisation ?

Quel est le récit de chaque région sur la réindustrialisation ? Qu'est-ce que les régions peuvent offrir sur la réindustrialisation compte tenu de leur histoire, de leur potentiel, de leur stratégie ?

*Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation

COMMENT LIRE CETTE ÉTUDE ?

- 1. La première partie examine des indicateurs économiques et ce qu'ils laissent voir de la réindustrialisation au niveau de la région analysée.** Elle considère plusieurs indicateurs mesurant la valeur ajoutée, l'emploi, et enfin, les créations et stocks d'établissements dans l'industrie manufacturière. Certains sont comparables année par année, permettant de dresser des tendances au fil du temps, d'autres nous donnent la décomposition par secteur, permettant de voir les spécialisations de la région.
- 2. La deuxième partie s'intéresse au potentiel de développement industriel des territoires de la région,** et tente de répondre à trois interrogations : comment la région se positionne par rapport au niveau national ? Est-ce qu'il y a des disparités fortes entre les zones de la région ? Quelles zones d'emploi au sein de la région se démarquent particulièrement ?
- 3. La troisième partie est un regard croisé entre industriels et citoyens.** Quelles perceptions ont-ils de l'industrie, et de la réindustrialisation ? Quel est leur niveau d'acceptabilité de l'industrie au niveau local ? Quel est leur degré d'appétence pour travailler dans l'industrie ? Nous mobilisons ici des données de l'enquête auprès des industriels (2828 répondants) et auprès des Français (5000 répondants au niveau national, 4400 répondants sur des zones d'emploi spécifiques).
- 4. La quatrième partie s'appuie sur l'enquête auprès des dirigeants et analyse les projets des industriels et la façon dont ils s'incarnent dans les territoires.** Comment se traduit leur stratégie de croissance au niveau de leurs implantations ? Quels sont leurs besoins fonciers et leurs freins rencontrés au niveau local ?
- 5. La cinquième partie donne la parole à la région et met en avant la stratégie industrielle régionale.** Un acteur emblématique du Conseil Régional parle de la stratégie industrielle régionale et explique comment il/elle lit les données présentées dans l'étude.

A QUI S'ADRESSE CETTE ÉTUDE ?

- Aux dirigeants industriels, décideurs institutionnels, collectivités locales, et aux porteurs de projets industriels en région souhaitant par exemple connaître le niveau d'acceptabilité sociale de différents projets industriels au niveau local ou les priorités exprimées par les industriels dans la région.



CE QU'EST CE TRAVAIL

- Un angle de compréhension de l'industrie dans la région à travers des données brutes
- Une clé d'analyse pour comprendre comment la réindustrialisation se perçoit dans la région et comment cette vision locale diffère de la moyenne nationale, à travers des enquêtes d'opinion auprès des habitants et des industriels de toute la France métropolitaine
- Un focus sur la perception des habitants de zones d'emploi spécifiques



CE QU'IL N'EST PAS

- Une comparaison entre régions
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des départements
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des EPCI ou des communes

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE (2/2)



Un cadrage macroéconomique

Pour comprendre la hauteur de la marche à franchir dans des mesures économiques : Valeur Ajoutée, emplois, créations d'établissements

Sources: l'Insee, la Direction Générale des Entreprises (DGE), EY et l'Observatoire des Start-Up Industrielles

Périmètre : la France métropolitaine, hors DROM



Une cartographie du potentiel industriel des territoires

Un travail en chambre, challengé par des experts et des industriels, pour mesurer - à partir d'une trentaine d'indicateurs - le potentiel de développement industriel des territoires et sa cartographie par zones d'emploi françaises



200+ personnes interviewées

Entretiens réalisés auprès de dirigeants industriels, d'acteurs locaux et d'élus, de chercheurs, d'acteurs de la formation et d'experts de l'industrie



4 journées exploratoires

Rencontres dans 4 territoires choisis pour leurs caractéristiques industrielles, rassemblant représentants de l'Etat, des Régions, des EPCI, et des industriels, : Figeac le 23 février 2024, Valenciennes le 18 mars, Châteauroux le 27 mars et Besançon le 5 avril. Pour ces rencontres, nous avons été accompagnés par les cabinets Ernst&Young, et Compagnum



Une enquête auprès de 2 828 industriels

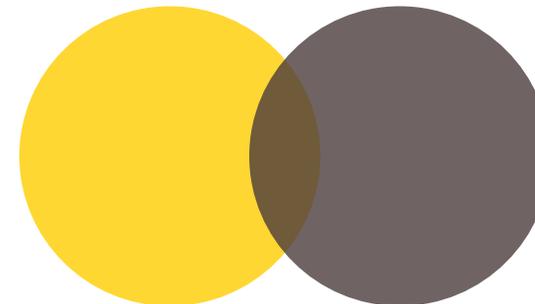
Réalisée du 15 janvier au 22 mars 2024. Nous avons interrogé 30 000 unités légales (en excluant les entreprises ayant moins de 10 salariés), ce sont donc les directeurs de site qui nous ont répondu



Une enquête auprès de 5 000 Français

Réalisée du 14 décembre 2023 au 13 février 2024. L'échantillon est représentatif selon le genre, l'âge, la CSP et la région. Il est complété par des sur-échantillons sur 49 zones d'emploi spécifiques sur les 306 au total en France métropolitaine (à proximité de sites SEVESO par exemple), représentant 4 400 répondants supplémentaires. Cette enquête a été réalisée par Potloc (institut de sondage).

- CSP : Catégorie socioprofessionnelle
- EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
- ETI : Entreprises de Taille Intermédiaire
- GE : Grandes Entreprises
- Ha : Hectare
- IDE : Investissement direct à l'étranger
- PME : Petites et Moyennes Entreprises
- SATT : Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies
- SRDEII : Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation
- SUI : Startup Industrielle
- TI : Territoires d'Industrie
- VA : Valeur Ajoutée
- ZAN : Zéro artificialisation nette
- ZE : Zone d'emploi



L'HISTOIRE INDUSTRIELLE DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE EN QUELQUES DATES CLÉS

1933

Roquette Frères, agroindustriel, s'installe à Lestrem

Situé à 35km de Lille, le site de 5 Ha servira de féculerie et d'accueil des usines du groupe qui emploie désormais 3 000 personnes dans la commune aujourd'hui (pour 4 500 en France et 8 400 dans le monde). L'entreprise produit, à base de végétaux, des composés organiques comme l'amidon ou le sirop de glucose.

1974

Renault produit sa première voiture dans son usine de Douai

La Manufacture de Douai, encore en activité aujourd'hui, s'étend sur 230 Ha, dont 45 de bâtiments couverts. Il compte 2 500 salariés qui fabriquent des modèles électriques de la marque. La Manufacture de Douai est l'un des trois sites d'ElectriCity, pôle industriel qui comprend également les manufactures de Maubeuge et Ruitz et bénéficie d'un écosystème de fournisseurs dédié à l'électrique.

1998

Toyota s'installe à Onnaing

C'est son unique site en France et s'étend sur 230 Ha et emploi 5 000 salariés. Onnaing s'est avérée une localisation idéale : à 100 km du siège européen de Toyota, au cœur du marché européen, avec une autoroute proche et gratuite qui connecte l'usine au marché et proche de la ville de Valenciennes.

2015

Kubota, assembleur de tracteurs, inaugure son usine à Bierne

Le groupe japonais a investi 40 millions d'euros sur ce site de 11,5 Ha, situé stratégiquement à côté de l'autoroute et de l'entrée de Dunkerque et pour tirer avantage de son port. Le groupe était présent depuis 1974 à Argenteuil dans le Val-d'Oise.

2018

Vossloh, fabricant de rails et aiguillages, inaugure une nouvelle fonderie à Outreau

Le groupe allemand a investi 36 millions d'euros sur une friche industrielle pour compléter son site sur Outreau, qui comptait déjà 260 salariés.

2023

ACC inaugure sa gigafactory de batteries à Douvrin

L'usine, construite en l'espace de 10 mois seulement, cofondée par Stellantis, Mercedes, Saft et Total Energies, produit des batteries électriques. Le site de 34 Ha (qui a conservé 1/4 des bâtiments existants en reprenant le site industriel de la Française de Mécanique) prévoit 800 emplois d'ici 2025, et 2 000 d'ici 2030.

LA RÉINDUSTRIALISATION, VUE PAR BPIFRANCE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Notre rôle en région est de déployer le continuum de solutions de Bpifrance sur le secteur de l'industrie, notamment, pour soutenir l'accroissement et la modernisation des capacités industrielles dans un modèle plus durable.

Le plan Industrie de Bpifrance est construit autour de 4 axes :

- Soutenir les grandes cathédrales industrielles, et faire émerger les champions internationaux de demain.
- Préparer l'industrie de demain en accompagnant le passage à l'échelle des startups industrielles, en rapprochant les laboratoires et les chercheurs des entrepreneurs, en finançant les programmes d'innovation mais également les sites industriels qui en découlent.
- Accompagner tous les industriels déjà existants dans leurs programmes de développement pour être plus verts, plus compétitifs et les pousser à être plus présents à l'international.
- Rendre plus visible l'industrie grâce à la mise en avant des industriels via la French Fab et le French Fab Tour.

Pour ce faire, nous proposons des modules de conseils et des diagnostics spécifiquement conçus pour le secteur industriel, permettant aux entreprises de bénéficier d'un accompagnement sur des thématiques telles que l'excellence opérationnelle, l'industrie 4.0, la digitalisation, la cybersécurité ou encore la décarbonation.

Nous finançons des programmes d'innovation, d'investissement ou de création de site industriel avec des outils de financement patients (bénéficiant de différé d'amortissement) qui viennent en levier des banquiers et des investisseurs. Nous nous inscrivons dans les plans de financement en tant que financeur aux côtés des banques du pool de l'entreprise et nous pouvons, pour les PME, garantir les prêts bancaires, permettant de limiter le risque final pour les banques.

Nous accompagnons les entreprises industrielles pour les aider à exporter en limitant les risques de change ou de prospection.

L'ensemble des dispositifs de Bpifrance s'inscrit dans une offre plus globale, dans un collectif en région pour proposer des solutions complémentaires aux différents acteurs institutionnels.



Pierre Challan Belval
Directeur Régional
Bpifrance Amiens



Yannick Da Costa
Directeur Régional
Bpifrance Lille

#1

L'industrie occupe une place notable dans l'économie de la région

Au sein de la région Hauts-de-France, l'industrie manufacturière représente 13 % de l'économie totale. A l'échelle de la France, les Hauts-de-France représentent 9 % de la Valeur Ajoutée industrielle totale en 2021. L'agroalimentaire, la métallurgie et la plasturgie concentrent à eux trois la majorité des établissements industriels de la région. Sur la période 2015-2022, la région a connu une baisse de -3,7 % sur les emplois industriels.

#2

Au sein de la région, chaque bassin d'emploi a des atouts pour accueillir la future vague de l'industrie

Au sein de la région, tandis que certains bassins d'emploi se démarquent par de larges disponibilités foncières (Valenciennes, Lens), d'autres brillent par un écosystème industriel bien implanté (Dunkerque, Maubeuge), une réserve de talents industriels (Amiens, Creil), une qualité de vie attractive (Lille, Roubaix) ou encore, un degré d'exposition moindre aux aléas climatiques (Abbeville, Laon).

#3

45 % des industriels interrogés dans la région ont un projet d'implantation en France dans les prochaines années

L'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024, estime que la réindustrialisation se fera principalement par le développement du tissu industriel existant. Dans ce cadre, les industriels de la région misent principalement sur des projets d'extension de leurs usines, et qui requièrent du petit foncier, soit moins de 2 Hectares (Ha) par projet.

#4

73 % des habitants de la région sont favorables à l'idée de travailler dans l'industrie

Selon les projections de l'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, la réindustrialisation devrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois par an dans l'industrie d'ici à 2035. Les talents sont ainsi une des conditions clés de la réussite. Allant dans ce sens, 73 % des habitants de la région déclarent être prêts à accepter un nouvel emploi dans l'industrie s'ils étaient en recherche.

L'INDUSTRIE EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE EN BREF



9 %

DE LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE TOTALE DE LA FRANCE EN 2021



AGROALIMENTAIRE, MÉTALLURGIE, PLASTURGIE
TROIS SECTEURS QUI CONCENTRENT LA MAJORITÉ DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE LA RÉGION



-4 %

D'EMPLOIS INDUSTRIELS ENTRE 2015 ET 2022



9

FERMETURES NETTES DE SITES INDUSTRIELS EN 2023



9 %

DES IDE ACCUEILLIS PAR LA FRANCE EN 2023



6 %

DES SIÈGES DE START-UP INDUSTRIELLES EN 2023

LES ATOUTS DE LA RÉGION :



Une large disponibilité foncière



Un réseau important d'infrastructures



Une large offre de formation industrielle : 9 écoles de production



Des entreprises historiques présentes depuis des générations

LES VISIONS DES INDUSTRIELS ET HABITANTS DE LA RÉGION :



Des industriels attachés à leur territoire, portés vers de petites implantations d'usines, et surtout concernés par les enjeux du recrutement et du foncier



Des habitants qui perçoivent la réindustrialisation en cours, enclins à accepter un emploi dans l'industrie, et plus enclins à accepter près de chez eux l'ouverture d'usines de la pharmacie/santé, du textile/mode, et de l'agroalimentaire

SOMMAIRE

- 1. QUEL PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?**
- 2. QUEL EST LE POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LA RÉGION?**
- 3. COMMENT LES FRANÇAIS ET LES INDUSTRIELS VOIENT LA RÉINDUSTRIALISATION ?**
- 4. QUELLES STRATÉGIES POUR LES INDUSTRIELS DANS LA RÉGION?**
- 5. LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION**



LE PORTRAIT DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION

QUE DISENT LES DONNÉES ÉCONOMIQUES SUR L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?

POURQUOI ANALYSER LES DONNÉES ÉCONOMIQUES DE LA RÉGION ?

- Cette section offre une grille de lecture pour se saisir de l'ampleur et de la dynamique de l'industrie au niveau territorial. Cette analyse économique, à l'échelle de la région, autour d'indicateurs de valeur ajoutée, emplois, stocks et création d'établissements permet de déceler les spécificités industrielles régionales qui peuvent se dissimuler derrière les moyennes nationales.
- Au travers de ces indicateurs, nous apportons des éléments sur les questions suivantes : quelles sont les tendances au sein des régions ? Les régions suivent-elles les mêmes tendances que le niveau national ? Quel est le poids de l'industrie dans l'économie totale ? Quelles sont les spécialisations sectorielles des régions ?

L'INDUSTRIE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE, SELON LES DONNÉES ÉCONOMIQUES

- L'étude analyse des séries temporelles avec comme point de départ l'année 1995*, date souvent retenue comme marquant le début de la désindustrialisation en France. L'année 2015 quant à elle signale le regain d'intérêt national pour l'industrie et le début de la période de réindustrialisation.
- Ainsi, depuis 1995 l'évolution des différents indicateurs économiques en Hauts-de-France reflète souvent une inflexion autour de l'année 2015.
 - Le poids en valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans l'économie des Hauts-de-France est passé entre 1995 et 2010 de 23,7 à 14,9 % avant de se stabiliser.
 - Après des années de déclin, le nombre d'emplois industriels s'est stabilisé à partir de 2015 autour de 260 000 emplois.
- Dans les Hauts-de-France, l'étude des établissements permet de dégager la spécialisation sectorielle régionale. Les établissements industriels avec plus de 10 salariés sont principalement concentrés dans trois secteurs : l'agroalimentaire, la métallurgie et la plasturgie.

**Lorsque la donnée est disponible sur cette période, pour les créations d'établissements un changement de base de l'INSEE ne permet pas la comparaison des données pré-2013 avec les données post-2013)*

PÉRIMÈTRE : LORSQU'ON PARLE D'INDUSTRIE, À QUOI SE RÉFÈRE-T-ON ?

Dans les modélisations économiques qui suivent, il est question de **l'industrie manufacturière**.

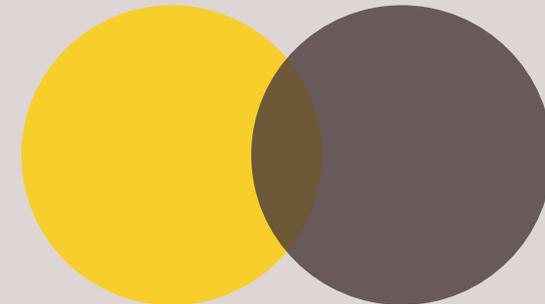
Il s'agit de toutes les activités liées à la transformation de matières premières en biens de consommation, incluant la conception et la production de ces biens. Il s'agit du périmètre économique retenu par RTE (Réseau de Transport d'Electricité) dans ses scénarios prospectifs* et par le Gouvernement dans ses objectifs de réindustrialisation.

Cela exclut :

- **Les industries extractives** : peu dimensionnantes (0,9 % de la valeur ajoutée totale de l'industrie en 2022), et bien que stratégiques pour ce qui est des matériaux critiques, elles ne peuvent être au cœur de la réindustrialisation, du fait des contraintes de ressources minières en France. Le sujet est plutôt, lorsque les minerais sont absents du territoire national ou inexploitable, d'en sécuriser l'approvisionnement par des importations.
- **Les industries énergétiques** : les besoins en énergie sont principalement déterminés par l'industrie manufacturière et résultent des hypothèses économiques de réindustrialisation. Ils font l'objet de travaux ad hoc de RTE, pour une sécurisation de l'approvisionnement énergétique (volume à produire au maximum en France ou à importer). A titre indicatif, les industries énergétiques représentent près de 13 % de la valeur ajoutée de l'industrie en 2022)
- **La gestion de l'eau et le traitement des déchets**

Pour une liste exhaustive des secteurs concernés, se référer aux catégories [Insee](#) de l'industrie manufacturière.

* RTE, [Futurs Énergétiques 2050](#), 2021

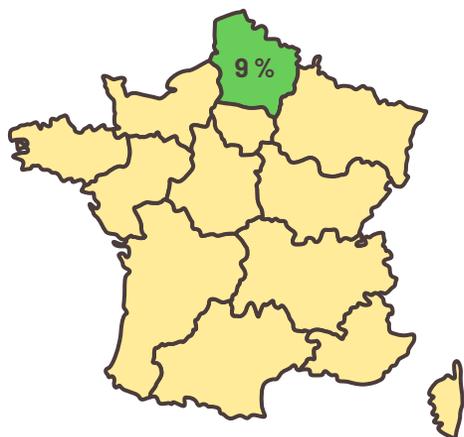


PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE UNE APPROCHE PAR LA VALEUR AJOUTÉE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE CONTRIBUE À HAUTEUR DE 9 % À LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE* DE LA FRANCE

- Les Hauts-de-France représentent 9 % de la valeur ajoutée industrielle totale de la France en 2021.
- La région Hauts-de-France, par son poids dans le tissu industriel français, a un rôle important à jouer vis-à-vis de l'ambition nationale de réindustrialisation. L'objectif de réindustrialisation à horizon 2035 décrit par l'étude nationale suppose une augmentation de la valeur ajoutée de l'industrie de 5,3 % par an à prix courant à l'échelle du pays.

Graphique 1. Valeur ajoutée : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française (en %) en 2021

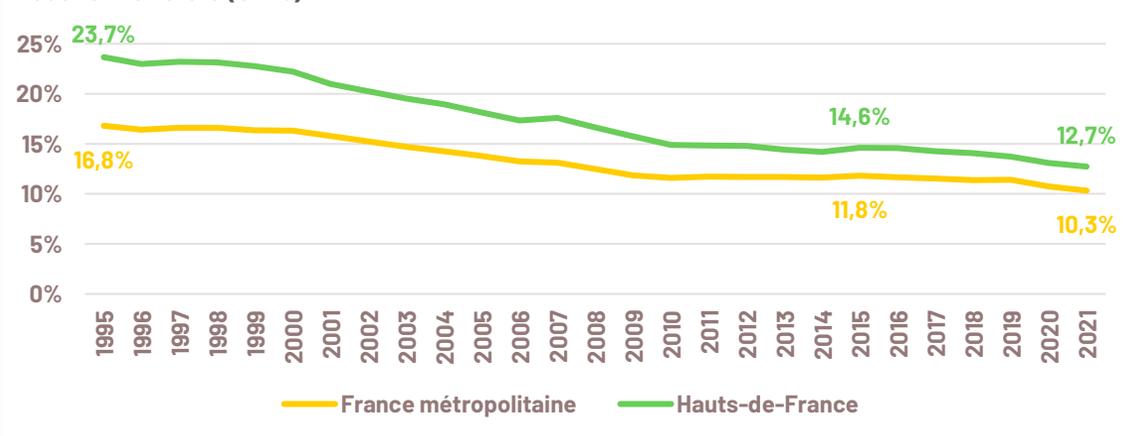


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee
*Industrie manufacturière

MALGRÉ UNE BAISSÉ SIMILAIRE À CELLE OBSERVÉE À TRAVERS LE PAYS, L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE RESTE ESSENTIELLE POUR LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

- Le poids de l'industrie manufacturière dans l'économie de la région Hauts-de-France a significativement baissé, comme au niveau national, entre 1995 et 2010. Cette baisse s'est ralentie depuis 2010 et l'indicateur s'est stabilisé à partir de 2015. A noter, la baisse observée en 2020-2021 peut être largement attribuée à la crise du COVID.
- L'augmentation de la part des services dans l'économie, aussi bien régionale que nationale, a également contribué à cet allègement du poids de l'industrie.

Graphique 2. Valeur ajoutée : Evolution du poids de l'industrie manufacturière dans l'économie totale (en %)



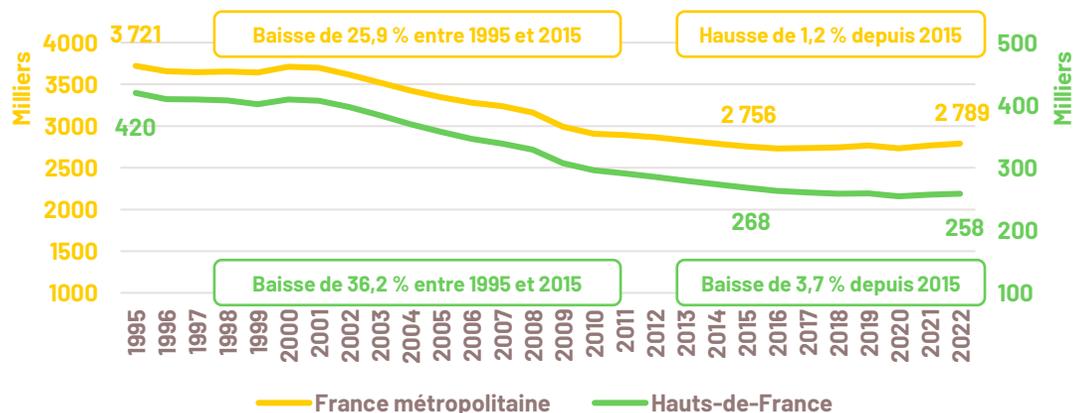
*L'étude nationale Bpifrance - Le Lab fait état d'une part de l'industrie manufacturière dans le PIB de 9,7 % en 2023. Pour une granularité régionale et sectorielle pertinente, nous avons pu accéder aux données de VA jusqu'à 2021. Pour rappel, le PIB est la somme des VA, augmentée des impôts sur les produits (dont TVA) et diminuée des subventions sur les produits.

PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS INDUSTRIELS MANUFACTURIERS

EN ABSOLU, UN REBOND RÉCENT ET TRÈS LÉGER DE L'EMPLOI INDUSTRIEL DEPUIS 2021 AU NIVEAU RÉGIONAL

- L'étude nationale a établi que pour accomplir l'objectif de réindustrialisation, il faudrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois industriels supplémentaires par an entre 2023 et 2035.
- Cependant ces créations d'emplois varieront selon les secteurs, du fait de différences structurelles en gains de productivité. Les spécialisations sectorielles de chaque région joueront dès lors un rôle important dans les magnitudes de créations d'emplois industriels liés à la réindustrialisation.
- L'emploi dans l'industrie manufacturière en région Hauts-de-France a connu un déclin plus prononcé que celui ressenti au niveau national avant de se stabiliser autour de 2015. Le léger rebond perceptible au niveau national depuis 2015-2016, ne se manifeste en Hauts-de-France qu'à partir de 2021.

Graphique 3. Emplois : Evolution du nombre d'emplois industriels*

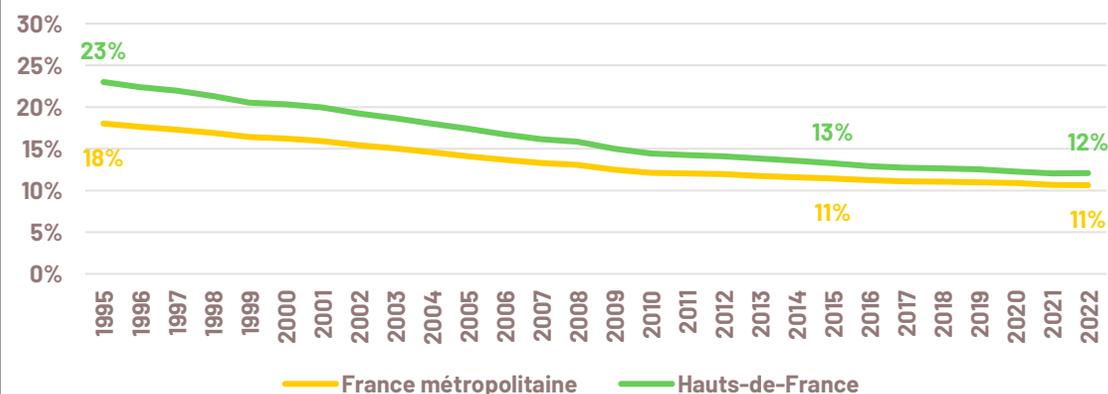


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
*Industrie manufacturière

EN RELATIF, L'EMPLOI INDUSTRIEL A VU SA PART BAISSER TANT AU NIVEAU NATIONAL QU'AU NIVEAU RÉGIONAL

- La part des emplois industriels dans l'emploi total est en baisse depuis 1995. Mais on observe également sur cet indicateur une stabilisation autour des années 2015-2016.
- L'ampleur de la baisse observée depuis 1995 peut être nuancée en considérant le phénomène de réorganisation interne des entreprises et d'externalisation d'une partie des fonctions (comptabilité, informatique, logistique, etc.) vers des prestataires de services qui a conduit à un transfert d'emplois de l'industrie vers le tertiaire.
- Si la part de l'emploi industriel dans l'emploi total a baissé par le passé autant au niveau national qu'au niveau de la région Hauts-de-France, celui-ci représente toujours une part non négligeable de l'économie locale (12 % de l'emploi total en 2022), plus importante que la part de l'emploi industriel dans l'emploi total au niveau national.

Graphique 4. Emplois : Evolution du poids des emplois industriels* dans l'emploi total



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
*Industrie manufacturière

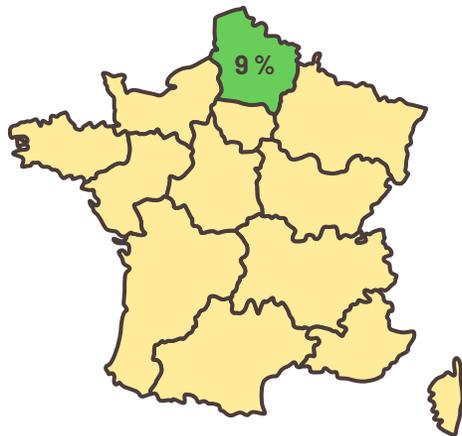
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

UNE APPROCHE PAR LE STOCK D'ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

L'AGROALIMENTAIRE, LA MÉTALLURGIE, ET LA PLASTURGIE REPRÉSENTENT PLUS DE LA MOITIÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE EN HAUTS-DE-FRANCE

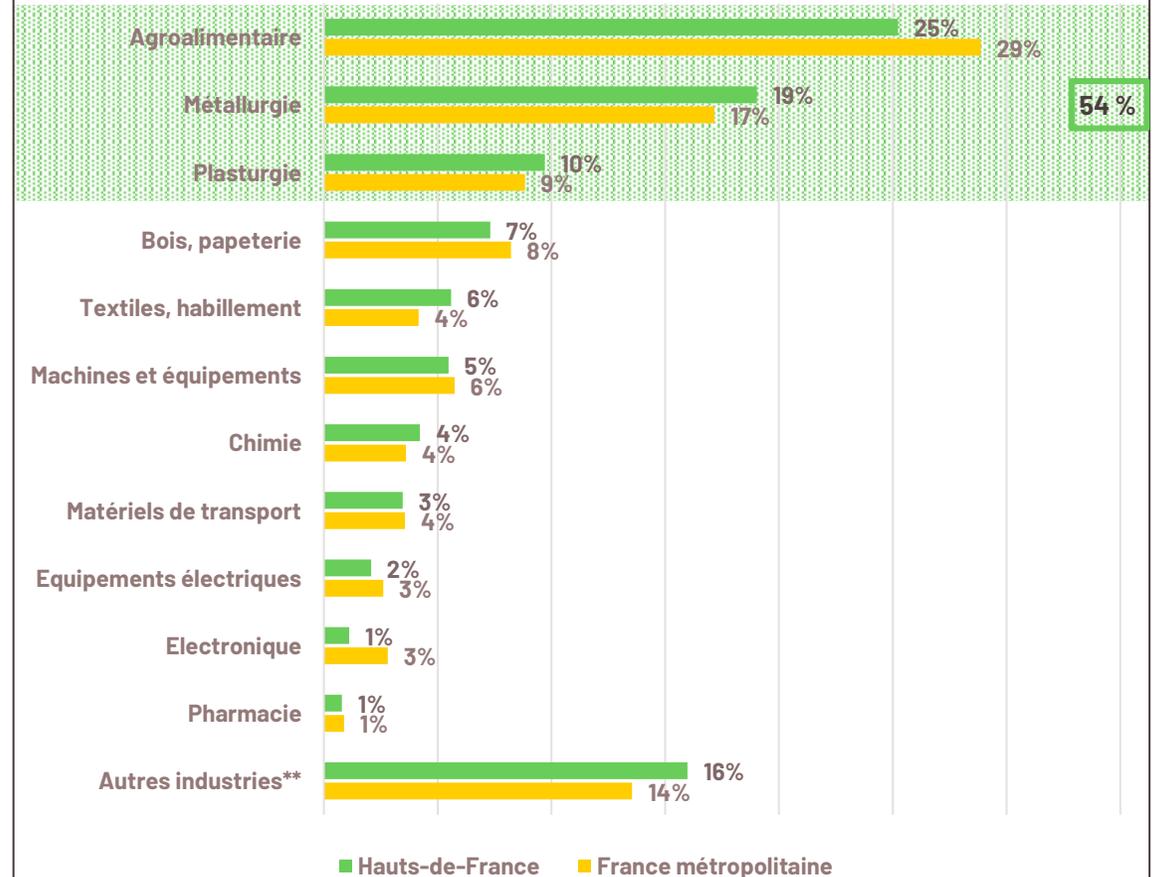
- Dans la région, **les secteurs de l'agroalimentaire (25 %) et de la métallurgie (19%)** sont les 2 secteurs où l'on retrouve le plus grand nombre d'établissements industriels de +10 salariés.
- De nombreuses entreprises de transformation sont installées dans les Hauts-de-France pour valoriser l'importante production agricole locale. Des sites industriels de Novandie à Boulogne-sur-Mer (produits laitiers) et de Bonduelle à Saint-Quentin (transformation et conservation des fruits et légumes) y sont par exemple présents.
- Terre historique de l'industrie, la région Hauts-de-France a été notamment le témoin de l'évolution du secteur métallurgique. Aujourd'hui encore, la région accueille des grands groupes du secteur. Des entreprises comme ArcelorMittal à Dunkerque (sidérurgie) et Vallourec à Maubeuge (fabrication de tubes) y sont par exemple installées.

Graphique 5 – Nombre d'établissements : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française (en %) en 2021



*Le champ d'analyse se base sur les 13 régions de France métropolitaine, hors DROM

Graphique 6. Répartition sectorielle des établissements* de l'industrie manufacturière en 2021 (en %)



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores
 *à partir de 10 salariés
 ** Autres industries comprend « Cokéfaction et raffinage » et « Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements »

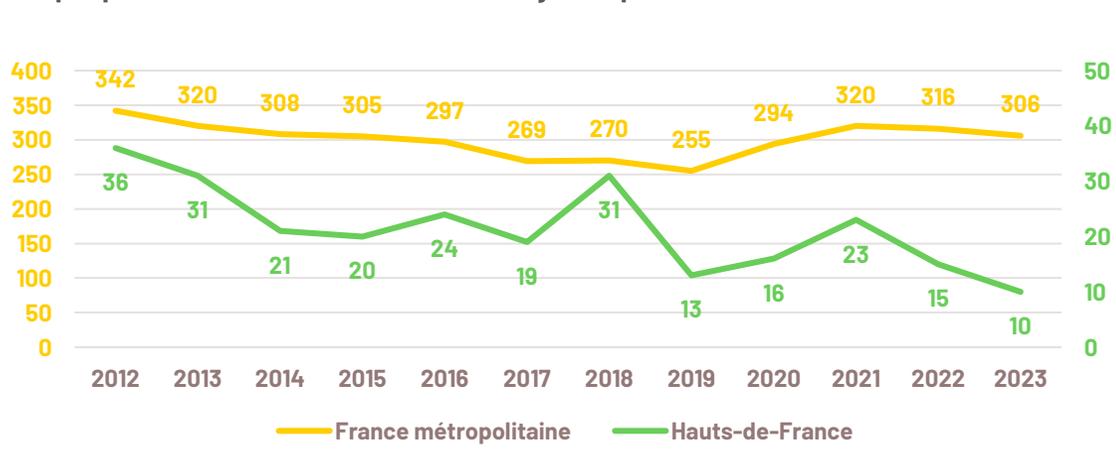
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

UNE BAISSÉ DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS*

- Pour cet indicateur, nous nous penchons sur les créations d'établissements dans l'industrie manufacturière avec plus de 10 salariés. Avec ce seuil, nous cherchons à centrer notre recensement sur les usines et centres de R&D d'entreprises industrielles, ce qui passe par l'exclusion des activités artisanales (par exemple, les boulangeries) qui ne s'inscrivent pas dans le périmètre de la réindustrialisation.
- La période d'inflexion observée en 2019 au niveau national coïncide avec l'impulsion donnée par les programmes de l'Etat et un écho médiatique autour de la réindustrialisation.
- En Hauts-de-France, on observe plutôt une baisse du nombre de nouveaux établissements industriels, en particulier avec la période pré-COVID (2018) en référence.
- Pour nuancer cette tendance, il faut noter que la région accueille la plupart des grands projets type « gigafactories », le nombre d'ouvertures n'est ainsi pas la seule variable d'intérêt pour caractériser l'attractivité.

Graphique 7. Nouveaux établissements : Dynamique des créations dans l'industrie*



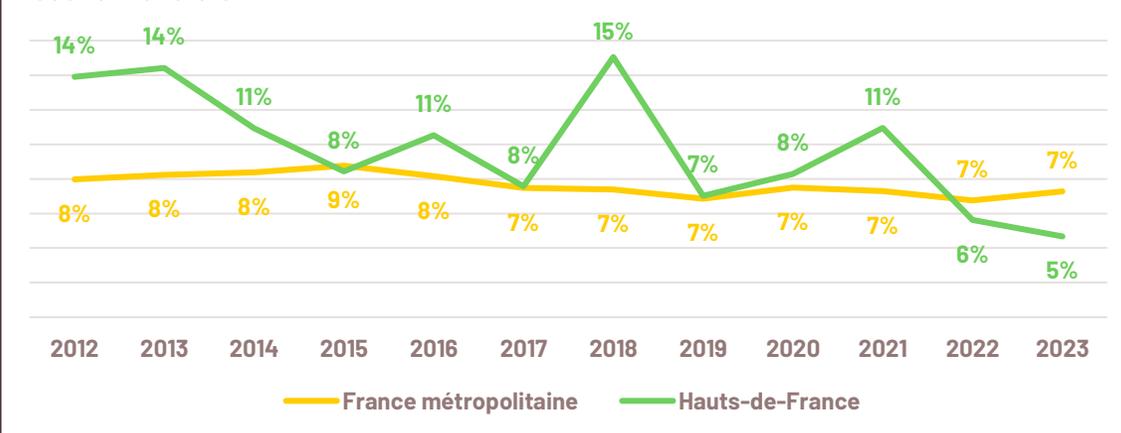
Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE (la base SIDE ne contient pas de données antérieures à 2013 et la base précédemment en vigueur, REE, n'est pas comparable)

*Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

DANS LA RÉGION, UNE PART DÉCLINANTE DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS SE FONT DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

- La place que l'industrie occupe les créations d'établissements au sein de la région est globalement en baisse sur les dix dernières années.
- Même si une tendance est difficile à dessiner à partir de ces données de créations d'établissements (le nombre d'établissements de plus de 10 salariés créés par an au niveau régional étant relativement bas, la série reflète une certaine volatilité), on observe que lorsque 14 % des créations d'établissements de plus de 10 salariés en Hauts-de-France se faisait dans l'industrie manufacturière en 2013, ce chiffre atteint 5 % en 2023.

Graphique 8. Nouveaux établissements : Evolution du poids de l'industrie* dans l'économie totale



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE

*Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

OUVERTURES DE SITES, IDE, PRÉSENCE DE START-UP INDUSTRIELLES, ETI : UNE RÉGION EN QUÊTE DE VITALITÉ

9 fermetures nettes de sites industriels en 2023

(Baromètre industriel de l'Etat, DGE)

Ouvertures:

- **Inblue** dans les microalgues à Douvrin
- **Cérélia** dans les pâtes à cuire à Saint-Laurent-Blangy
- **Origine Cycles** dans la fabrication de vélos à Rouvignies

Fermetures:

- **Synthexim** dans la pharmaceutique à Calais
- **Meccano** dans les jouets à Calais
- **Labeyrie** dans la confection de sushis à Boulogne-sur-Mer

Avec 110 IDE, les Hauts-de-France captent 9 % des IDE accueillis par la France en 2023

A l'échelle de la France, ce sont 44 % des IDE annoncés qui concernent implantations ou extensions d'usines.

(Baromètre EY de l'Attractivité de la France)



ProLogium dans les batteries électriques à Dunkerque



ACC dans les batteries électriques à Billy-Berclau et Douvrin



GSK Vaccines dans la production de vaccins à Saint-Amand-les-Eaux

151 sièges de start-up industrielles en 2023, soit 6 % des sièges des 2523 start-up industrielles françaises.

(Observatoire des startups industrielles, Bpifrance)

EXOTEC Exotec dans l'automatisation d'entrepôts logistiques à Croix



Copalis dans la production d'actifs naturels marins au Portel

NORD PAL PLAST Nord-Pal-Plast dans le recyclage de PET à Lesquin

GENFIT Genfit dans les biotechnologies à Loos

MC2 Technologies MC2 Technologies dans les micro et nano technologies à Villeneuve d'Ascq

Parmi les établissements de l'industrie manufacturière dans la région, 6 % ont plus de 200 salariés

(Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores)

ALSTOM Alstom dans le ferroviaire à Petite-Forêt



Dassault Aviation dans l'aéronautique civile à Seclin



Flexico dans la fabrication d'emballages souples refermables à Hénonville et Maignelay-Montigny

*Ici, le champ d'analyse comprend uniquement les établissements de plus de 10 salariés

2

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA RÉGION

UN NOUVEAU PAYSAGE INDUSTRIEL SE DESSINE DANS LES RÉGIONS FRANÇAISES DE DEMAIN

L'industrie a profondément marqué le territoire français et ses paysages. Seulement, **l'industrie ne pourra plus choisir son territoire comme auparavant. La sobriété foncière qu'impose l'objectif Zéro Artificialisation Nette (ZAN), l'impératif d'une gestion plus sobre de l'eau, la pénurie des compétences bouleversent le rapport de l'industrie aux territoires.** A l'aune de ces nouveaux critères, chaque région présente son lot d'atouts et de limites.

De là notre effort pour comprendre le paysage industriel régional, en partant des besoins des industriels et des dispositions des territoires. Entre la cathédrale industrielle et son prérequis foncier, la PME arrimée à son territoire et attachée à une main-d'œuvre locale qu'elle a formée depuis plusieurs décennies, et la startup industrielle qui naît sur un territoire mais passera potentiellement à l'échelle sur un autre, les besoins de chacun sont éminemment hétérogènes.

Les dispositions du territoire sont, elles, analysées à travers **une cartographie du potentiel de développement industriel des régions** se basant sur:

- 33 critères alimentés par des bases de données publiques disponibles et comparables au niveau national (cf slide suivante) ;
- Répartis en 5 familles ou « capitaux » : le capital physique (foncier et infrastructures logistiques), le capital écosystémique (culture et poids historique de l'industrie), le capital humain (élèves en formation industrielle), le capital qualité de vie (mobilité, soins, services, solde migratoire), et le capital environnemental (risques de sécheresse et d'inondation).

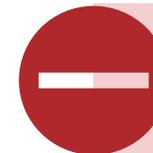
Notre analyse du potentiel industriel régional se caractérise par trois approches :

- Les critères de notre cartographie sur lesquels la région se démarque ;
- Le niveau d'hétérogénéité des zones d'emploi qui composent la région ;
- Les zones d'emploi qui tirent particulièrement la région vers le haut et qui présentent le plus fort potentiel.



CE QU'EST CE TRAVAIL

Une grille de lecture pour apprécier, en première analyse, le potentiel de développement industriel des territoires, sur la base de **critères transverses à l'ensemble de l'industrie** (pas de critère sectoriel)



CE QU'IL N'EST PAS

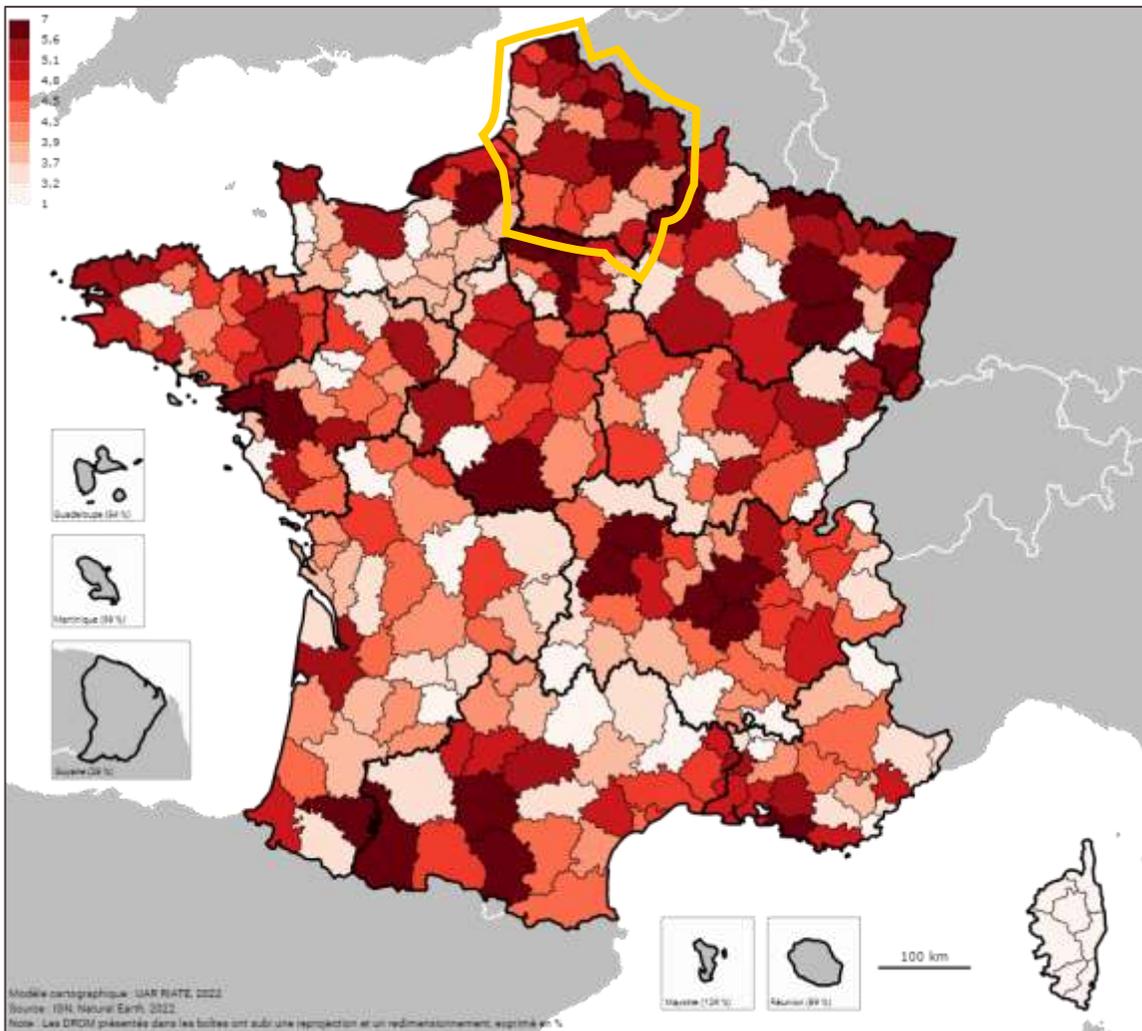
- Il ne permet pas à un industriel de déterminer son territoire d'implantation. **Charge à chaque entreprise d'approfondir la cartographie Bpifrance Le Lab avec une analyse de son marché et de son secteur.**
- Il ne traite pas de la politique industrielle ou économique portée par l'Etat. **Il n'y est question ni de coût du travail, ni de coût de l'énergie, ni de fiscalité économique nationale**, mais uniquement de critères locaux d'attractivité industrielle.
- **Il ne traduit pas la stratégie des territoires.**
- **Il n'est pas une analyse des DROM, par manque de données disponibles.**

LES 33 CRITÈRES D'APPRÉCIATION DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES TERRITOIRES

Famille et pondération		Dimension et sous-pondération		Indicateur	Source
Capital physique	41%	Foncier	53%	Surface de sites clés en main (Ha)	ANCT, DGE
				Surface de foncier économique (Ha)	Banque des Territoires, France Foncier +
				Surface de friches industrielles disponibles (Ha)	Cartofriches (Cerema)
				Surface accordée à des activités industrielles (m ²)	Sitadel2 (Min. transition écologique)
		Infrastructures logistiques	47%	Proximité d'une autoroute	Association des Sociétés Française des Autoroutes
				Nombre de gares de fret	SNCF
				Tonnage brut du port maritime rattaché à la zone d'emploi	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
				Tonnage brut des aéroports rattachés à la zone d'emploi	UAF (union des aéroports français)
Capital écosystémique	29%	Ecosystème industriel	54%	Evolution des créations d'emplois industriels 2017-2019 (Nombre)	Insee, Flores
				Nombre d'emplois salariés dans le secteur de l'industrie manufacturière	Insee, Flores
				Part d'emplois dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, RP 2020
				Taux de création d'entreprises dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, REE 2021
				Nombre de pôles d'excellence (IRT, pôles de compétitivité, PUI)	DGE, Ministère de l'ens. supérieur et de la recherche
				Nombre de sites industriels issus du top 100 des usines françaises selon leurs effectifs	L'Usine Nouvelle
		Gouvernance	31%	Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 1 (2018-2023) (%)	ANCT
				Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 2 (2023-2027) (%)	ANCT
		Culture / Histoire	16%	Nombre de sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs (Seveso)	Géorisques
				Nombre d'entreprises du patrimoine vivant (EPV)	Institut National des Métiers d'Art
Age moyen des entreprises industrielles (années)	SIRENE				
Capital humain	20%	Compétences	80%	Nombre de diplômés dans l'industrie hors cursus ingénieur	Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
			15%	Taux de chômage (%)	Insee
			5%	Présence d'au moins une école de production	Fédération Nationale des Écoles de Production
Capital qualité de vie	7%	Mobilité	25%	Moyenne du nombre de liaisons ferroviaires de voyageurs pondérées par la population	Autorité de régulation des transports
				Temps de trajet moyen entre le domicile et le travail (minutes)	Insee, RP 2020, Metric 2021
				Présence d'un métro, tram ou RER	Wikipedia
		Solde migratoire	25%	Evolution de la population due au solde migratoire 2014-2020 (Nombre)	Observatoire des territoires
		Accès aux soins	25%	Nombre de consultations médicales accessibles par habitant par an (indicateur APL)	DREES
Centralité des servcs. et équipt.	25%	Indicateur de centralité des services et équipements	Observatoire des territoires		
Capital environnemental	3%	Sécheresses	40%	Indicateur de résilience aux sécheresses à horizon 2035	Bpifrance, Direction des Risques à partir de données GIEC, Météo France, BRGM, CCR, Géorisques
		Inondations	40%	Indicateur de résilience aux inondations à horizon 2035	
		Autres catastrophes naturelles	20%	Indicateur de résilience aux retraits/gonflements des argiles à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux incendies à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux vagues de chaleur à horizon 2035	

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DES TERRITOIRES INDUSTRIELS

Cartographie du potentiel de développement industriel des territoires



Capital	Carte (zones d'emploi)	Pondér.*
Physique		41 %
Ecosys.		29 %
Humain		20 %
Qualité de vie		7 %
Env.tal		3 %

Quels critères sont priorités par les industriels pour s'implanter ?

La pondération entre les différents capitaux a été établie par Bpifrance Le Lab à partir des priorités exprimées par les dirigeants industriels considérant une prochaine implantation dans une enquête nationale représentative.

Au niveau national, les industriels considèrent d'abord le foncier (55 %), les talents (50 %) et la présence d'infrastructures (49 %). Viennent ensuite la proximité à son marché (35 %), la qualité du dialogue avec les élus locaux (22 %), le cadre de vie local (17 %), la culture et l'histoire industrielle (11 %), la ressource en eau et/ou l'exposition aux risques naturels (7 %), et enfin, les centres de recherche (3 %).

Ces neuf critères sont ici regroupés en cinq grandes familles, et font ressortir en priorité le capital physique, qui regroupe notamment le foncier et les infrastructures, deux des trois critères en tête de liste des priorités des industriels.

*Pondération adaptée des industriels : Source : Enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2828 dirigeants d'entreprises industrielles, pondération effectuée à partir d'un reclassement des réponses à la question « Quels critères regarderez-vous en priorité pour votre prochaine implantation industrielle ? »

LES ZONES D'EMPLOI DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE



Source : Fonds de carte INSEE, superposées avec ArcGIS

L'ANALYSE PAR ZONES D'EMPLOI

Dans cette déclinaison régionale de l'étude Industrie & Territoire de Bpifrance Le Lab, nous sommes en mesure de **rentrer en détail dans le potentiel de développement industriel de chaque région**, avec une granularité au niveau de la zone d'emploi.

Pour rappel, une zone d'emploi est un **espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent**, et dans lequel les entreprises peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Le découpage en zones d'emploi n'est pas un découpage administratif, mais un découpage réalisé par l'INSEE à des fins d'analyses statistiques. Le zonage constitue une partition du territoire adaptée aux études sur le marché du travail et définit également des territoires pertinents pour les diagnostics locaux. La France compte 306 zones d'emplois, dont 287 hors DROM.

La région Hauts-de-France compte 23 zones d'emploi. Cette carte identifie par son nom chaque zone d'emploi dont le territoire est totalement, ou partiellement inclus dans la région Hauts-de-France. Cette identification est particulièrement utile pour la lecture des différentes cartes présentées dans les slides suivantes.

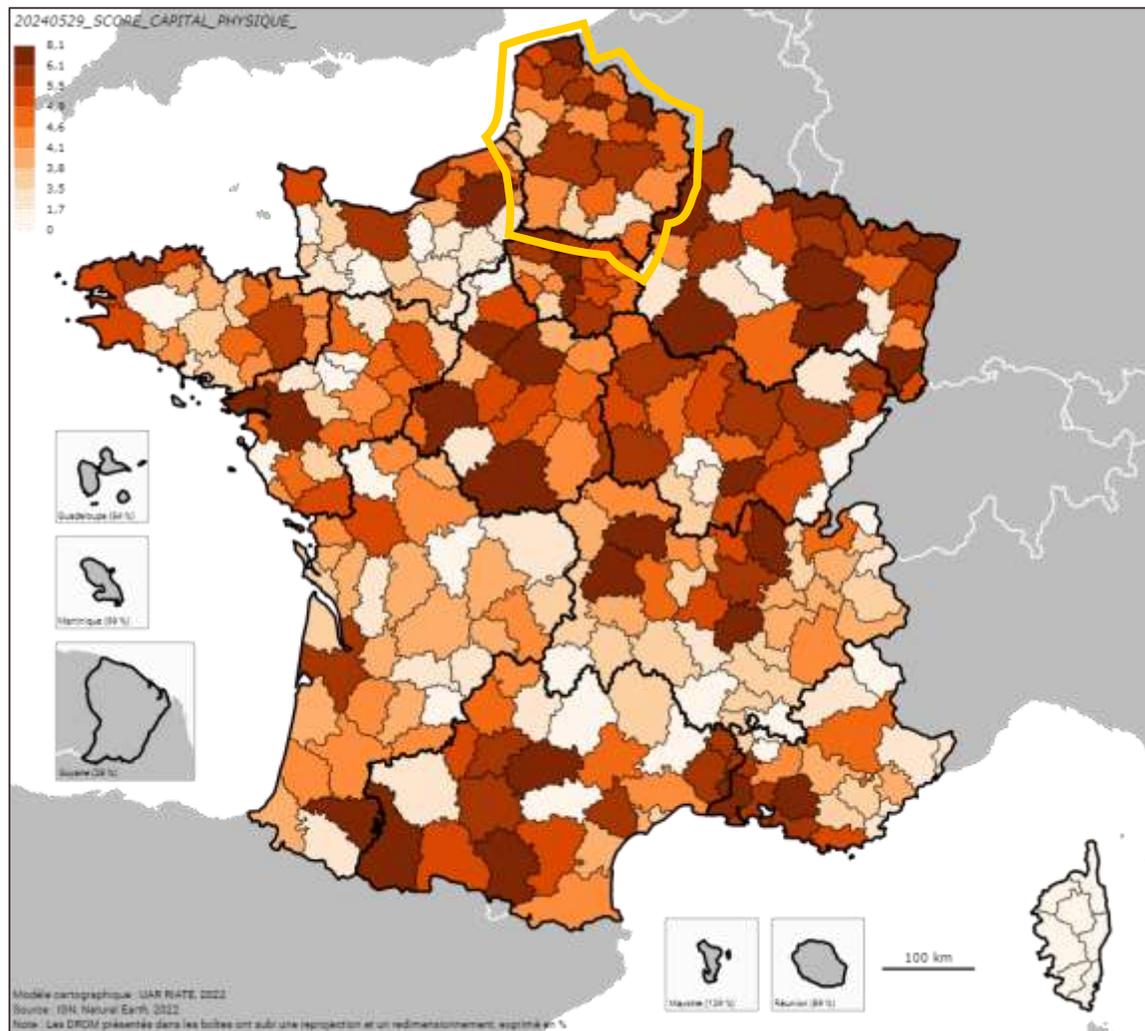
TRAITEMENT DES ZONES D'EMPLOI TRANSRÉGIONALES

Certaines zones d'emploi s'étendent sur plus d'une région. Au niveau national, on compte 14 de ces zones d'emploi, dénommées « **transrégionales** », que nous avons affectées à une région chacune, selon les règles suivantes :

- Région dans laquelle se situe la ville éponyme de la zone d'emploi
- Lorsque la zone d'emploi ne prend pas le nom d'une ville, région qui prend la plus grande superficie de la zone d'emploi

Ainsi, pour cette étude, la zone d'emploi de Beauvais a été rattachée aux Hauts-de-France (alors que La Vallée de la Bresle-Vimeu a été rattachée à la Normandie).

LE CAPITAL PHYSIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Qu'entend-on ici par capital « physique » de l'industrie ? La présence de disponibilités foncières et d'infrastructures logistiques, qui figurent parmi les premiers critères en tête pour une implantation industrielle.

Cette carte affiche les surfaces de sites clé en main, de foncier économique, de friches industrielles disponibles et accordées à des activités industrielles, la proximité d'une autoroute, le nombre de gares de fret, le tonnage des ports maritimes et des aéroports. Elle ne prend pas en compte la structuration locale des observatoires fonciers, les terrains déjà alloués, ou sous promesse de vente, ou le raccordement électrique**.

LA RÉGION EST FORTEMENT POURVUE EN FONCIER ET EN INFRASTRUCTURES

La région dispose de 228 Ha de sites clés en main (contre 171 en moyenne par région) et de 658 Ha de foncier économique (contre 236 en moyenne par région).

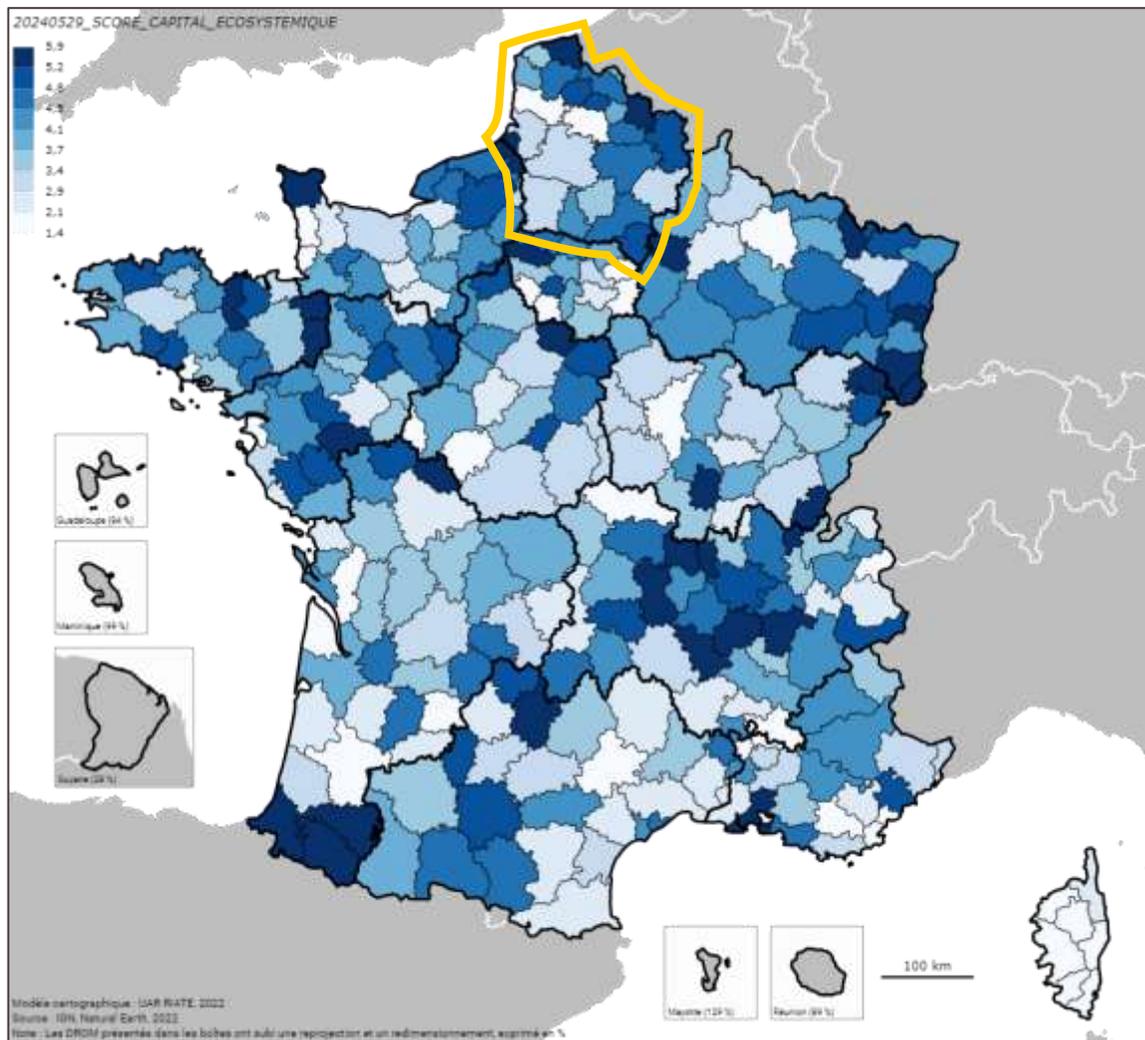
Les Hauts de France sont traversés par des axes autoroutiers comme l'A1 (Paris-Lille) ou l'A4 (Paris-Strasbourg), qui facilitent le transport routier des marchandises. Les différents ports constituent des plateformes multimodales stratégiques pour la logistique : le port de **Calais** permet un accès direct à l'Angleterre, le port de **Dunkerque** est le troisième port français en termes de trafic, et le port de **Boulogne-sur-Mer** est le premier en nombres de débarquements.

La région est marquée par une certaine disparité entre les territoires qui la composent. Cinq zones d'emploi concentrent la totalité des sites clés en main : **Maubeuge** (120 Ha), **Dunkerque** (55 Ha), **Valenciennes** (38 Ha), **Lens** (9 Ha) et **Compiègne** (6 Ha). Les activités portuaires sont davantage réparties au sein de la région : 15 zones d'emploi enregistrent des tonnages maritimes.

*Les régions analysées concernent la France métropolitaine, hors DROM

**Pour une analyse complète des indicateurs, se référer à l'étude [Industrie et Territoires](#) de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024.

LE CAPITAL ÉCOSYSTÉMIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Une spécialisation industrielle, reflet de chaînes de valeur (donneurs d'ordre, sous-traitants, concurrents...) et de pôles de compétitivité structurés, une dynamique passant notamment par le dialogue entre le territoire et ses entreprises, l'attachement à un patrimoine et des savoirs-faires industriels... Ces atouts économiques, parfois immatériels, sont précieux pour tout nouveau projet industriel, et il est difficile de les recréer. Cette carte saisit le capital « écosystémique » des zones d'emploi françaises.

Cette carte prend en compte l'emploi et les entreprises industrielles, les pôles de compétitivité et de recherche, la présence du dispositif Territoires d'Industrie, le nombre de sites Seveso (présentant des risques d'accidents), le nombre d'Entreprises du Patrimoine Vivant (EPV) et l'âge moyen des entreprises industrielles. Elle ne prend pas en compte d'indicateurs d'innovation et de R&D (notamment caractérisées par les SATT*).

UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL CONSÉQUENT

La région, positionnée au carrefour européen de plusieurs marchés comme ceux de l'automobile et du ferroviaire, dispose d'un écosystème industriel conséquent qui se reflète dans les données analysées par Bpifrance Le Lab :

12 % des emplois sont industriels en Hauts-de-France, ce qui place la région un peu au-dessus de la moyenne nationale (11 %). La tendance est toutefois à la destruction d'emplois industriels entre 2017 et 2019 : le solde des créations et des destructions s'élève à - 3 735. Enfin, en moyenne 67 % des zones d'emploi de la région sont couvertes par le dispositif Territoires d'Industrie, ce qui est supérieur la moyenne nationale, à 50 %.

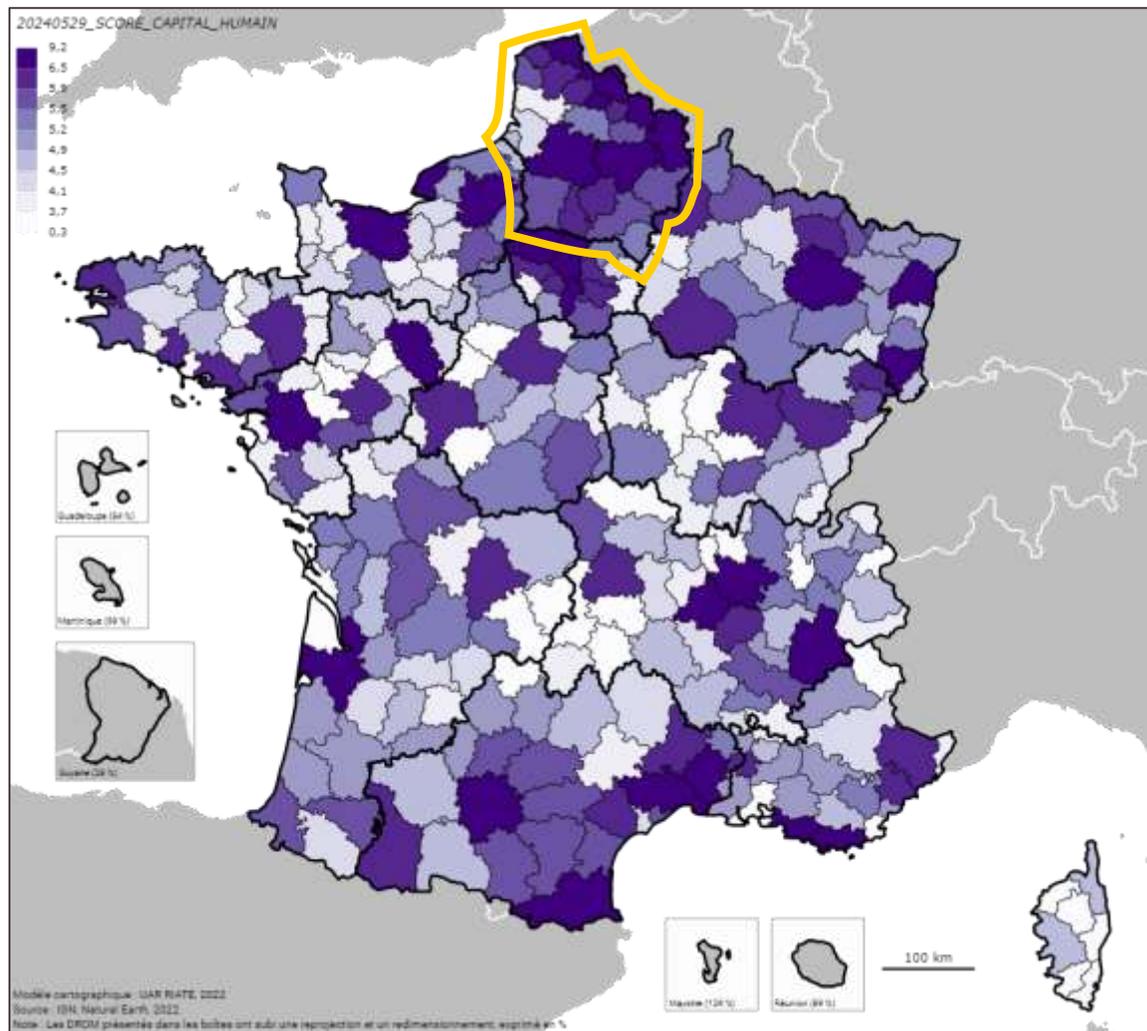
Maubeuge et **Saint-Omer** affichent un taux d'emploi industriel supérieur à 20 %.

La région dispose de sept sites industriels compris dans les 100 plus grands de France : Arkema à **Villiers-Saint-Paul** (Oise), Thales à **Lammersart** (Nord), Alstom Transport à **Petite-Forêt** (Nord), Dassault Aviation à **Seclin** (Nord), Faurecia Intérieur industrie à **Auchel** (Pas-de-Calais), Air Liquide à **Douai** (Nord) et O-I France à **Wingles** (Pas-de-Calais).

Cinq pôles de compétitivité sont répartis sur la région : EuraMaterials à **Tourcoing**, Cap Digital et Nutrition Santé Longévité à **Lille**, i-Trans à **Valenciennes**, Team² à **Loos en Gohelle**, Industries et Agro ressources à **Laon** et Aquimer à **Boulogne-sur-Mer**.

*SATT : Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies

LE CAPITAL HUMAIN



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Face aux tensions sur le marché du travail, les industriels pointent du doigt la pénurie de compétences comme obstacle majeur à leur développement. Le capital « humain » est représenté par la disponibilité et les compétences de la main d'œuvre sur le territoire.

Cette carte prend en compte trois indicateurs : Le nombre d'élèves en dernière année de formation industrielle (BAC+2 et BAC+3 qui forment aux métiers d'ouvriers qualifiés, de techniciens, et d'agents de maîtrise), la présence d'écoles de production et le taux de chômage, qui révèle des viviers de demandeurs d'emploi. Cette carte ne prend pas en compte les ingénieurs ou BAC+5, ni la qualité de la formation ou des métiers recherchés.

LES HAUTS-DE-FRANCE EST LA RÉGION LA PLUS POURVUE SUR CE CAPITAL HUMAIN

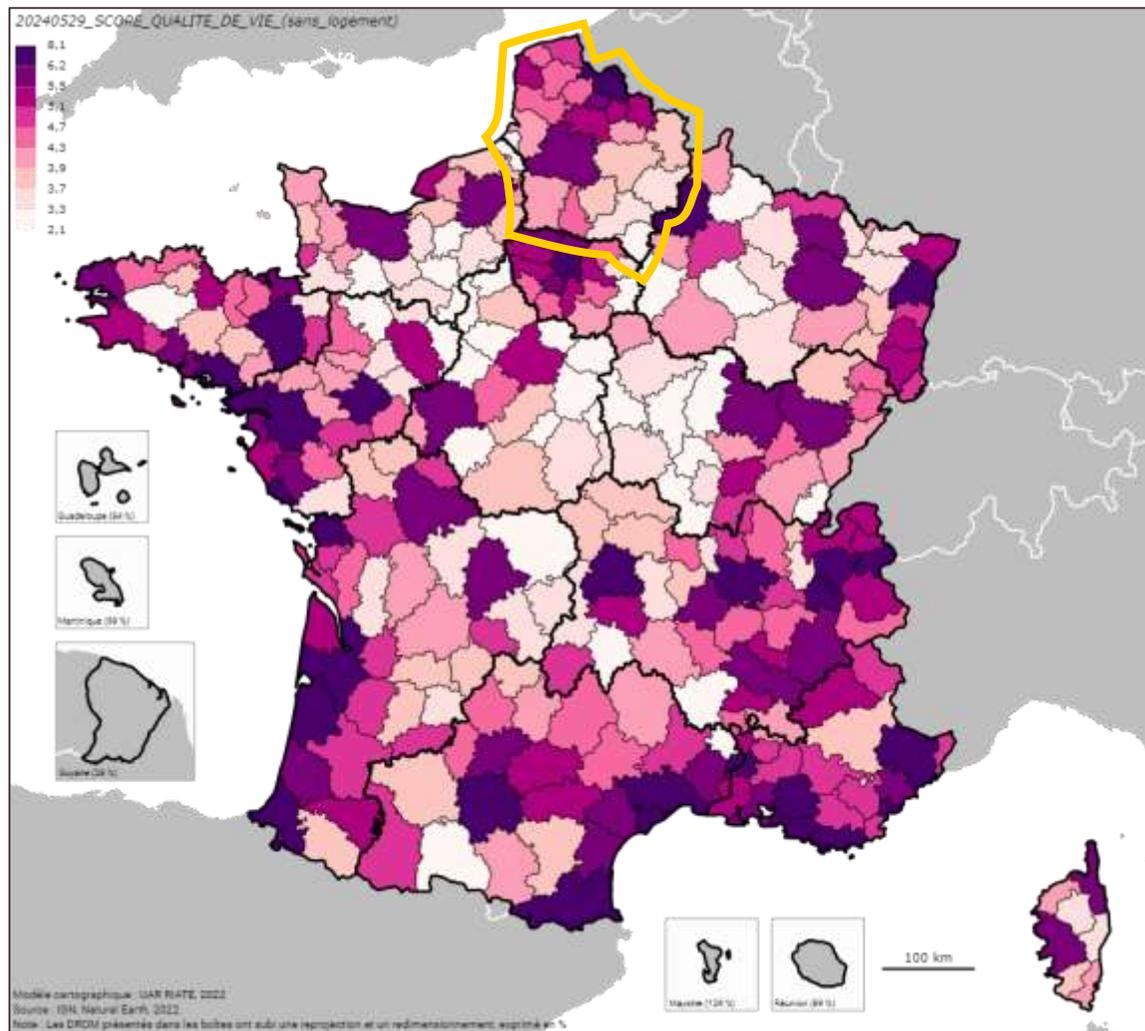
En 2022, la région forme 7 118 élèves en dernière année de cursus en voie professionnelle ou BTS dans des formations liées à l'industrie, soit 9 % des talents du pays*, notamment grâce aux IUT offrant des formations spécialisées (logistique et gestion de production industrielle, science des matériaux, compétences pratiques en mécanique, qualité, maintenance industrielle). La deuxième réserve de main d'œuvre potentiellement disponible pour l'emploi industriel émane des demandeurs d'emploi. Dans les Hauts-de-France, le taux de chômage s'élève à plus de 9 % (contre 7 % en moyenne nationale).

Le vivier de talents est assez bien réparti entre les zones d'emploi de la région bien que certaines zones d'emploi concentrent beaucoup de diplômés : c'est le cas de **Lille** qui en compte 868, **Valenciennes** qui en compte 626 et **Amiens** 500.

La région dispose également de neuf écoles de production, ce qui en fait la région la plus pourvue en formations industrielles : l'école ICAM (ZE de **Lille**), EPICC (**Roubaix**), Prod Factory (**Château-Thierry**), O'tech (**Compiègne**), Ecopra (**Saint-Omer**), EP2B (**Béthune**), Littoral Tech (**Dunkerque**), Etincelle (**Maubeuge**) et l'École Flamme (**Saint-Quentin**). Ces écoles forment des jeunes de 15 ans et plus, en décrochage scolaire, vers des métiers de conducteur d'installation de production, technicien d'usinage, et à des qualifications en métallurgie.

*Hors cursus ingénieur

LE CAPITAL QUALITÉ DE VIE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte évalue l'attractivité résidentielle des zones d'emploi françaises. Quand bien même un territoire est doté d'un fort potentiel industriel, il faut également qu'il soit attractif et puisse offrir un bon cadre de vie aux travailleurs.

Cette carte prend en compte l'accès aux soins, la mobilité, la proximité des services et le solde migratoire. Elle ne prend pas en compte le prix du logement car il s'agit d'un critère qui peut être source comme conséquence de l'attractivité, ce qui la rend difficile à interpréter.

L'ATTRACTIVITÉ VARIE SELON LA ZONE D'EMPLOI CONSIDÉRÉE

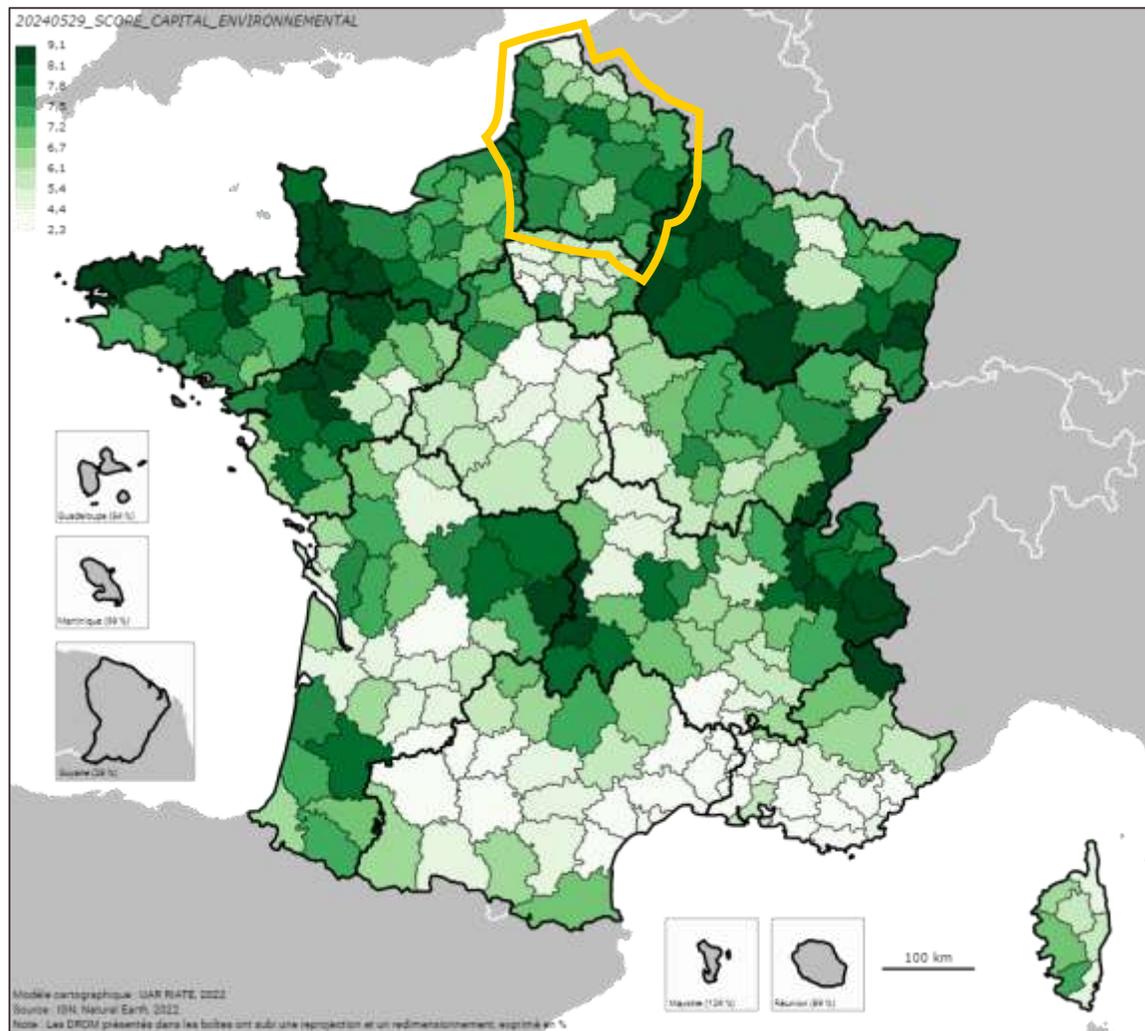
La région est fortement dotée en potentiel de développement industriel grâce à ses larges disponibilités foncières. Cependant, cette force s'accompagne d'un défi en termes d'attractivité résidentielle : un solde migratoire de -1 168 personnes entre 2014 et 2020, 3,8 consultations médicales par habitant par an, inférieur au seuil défini comme satisfaisant par le droit national* et une moindre centralité des services. Toutefois, du côté des atouts, les déplacements pendulaires dans la région sont en moyenne assez courts. Cette attractivité résidentielle relativement faible est vouée à rebondir : l'exploitation du potentiel foncier pourrait en son temps mener à la création de centres de services, d'activités sociales et culturelles, facteurs d'attractivité résidentielle.

Ce manque d'attractivité au niveau régional cache une hétérogénéité importante; certaines zones d'emploi se révèlent très attractives. Par exemple, pour les soldes migratoires : **Lille** affiche un solde migratoire de 2 962 personnes, **Roubaix** de 936, **Creil** de 898 tandis que **Saint-Quentin** connaît une perte de 1 339 personnes, **Calais** affiche un solde de -1 280, **Maubeuge** - 1 169 et **Dunkerque** - 1 116. 6 zones d'emplois proposent plus de 20 liaisons ferroviaires : **Lille, Amiens, Calais, Arras, Dunkerque** et **Roubaix**. **Lille** et **Valenciennes** présentent l'avantage de proposer un réseau de trams. Dix zones d'emploi affichent un accès satisfaisant aux soins (au moins 4 consultations par an par habitant) et aucune zone ne constitue un désert médical. La ZE de **Roubaix** propose une trentaine de services accessibles à proximité directe à tous les habitants de la zone d'emploi, ce qui en fait un centre structurant**. Les ZE de **Lille, Calais, Dunkerque, Lens, Boulogne-sur-Mer, Amiens, Douai** et **Valenciennes** sont des centres intermédiaires, offrant à proximité directe une vingtaine de services tandis que les autres zones d'emploi sont des centres plus locaux.

*Code de la santé publique, 2017

**Centralités : comment les identifier et quels rôles dans les dynamiques locales et intercommunales ? INRAE-CESAER, l'ANCT, 2019.

LE CAPITAL ENVIRONNEMENTAL



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte du capital de « résilience environnementale » représente la résilience des zones d'emploi aux risques physiques liés au changement climatique de 2025 à 2035, à partir de projections Bpifrance. Plus une zone est foncée, plus elle est résiliente.

Cette carte prend en compte 5 type de résilience : résilience aux risques de sécheresses, aux risques d'inondation, aux risques de retrait-gonflement des argiles, aux vagues de chaleur et aux incendies. Elle ne prend pas en compte la disponibilité des ressources naturelles ni la présence de sites de biodiversité à protéger.

LA RÉGION EST RÉSILIENTE, BIEN QUE SUJETTE AUX INONDATIONS ET AUX MOUVEMENTS DES ARGILES

La région est très peu exposée aux feux de forêt, aux vagues de chaleur et aux sécheresses. Elle est toutefois plus vulnérable aux inondations et aux mouvements des argiles.

Certaines zones d'emploi sont plus touchées que d'autres : **Lille**, **Béthune** et **Saint-Omer** sont particulièrement sujettes aux inondations tandis que **Laon**, **Soissons** ou **Beauvais** y sont peu exposées. **Dunkerque** est quant à elle très exposée aux mouvements des argiles, tandis qu'**Abbeville** et **Berck** n'y sont pas vulnérables.

*Les régions analysées concernent la France métropolitaine, hors DROM

3

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

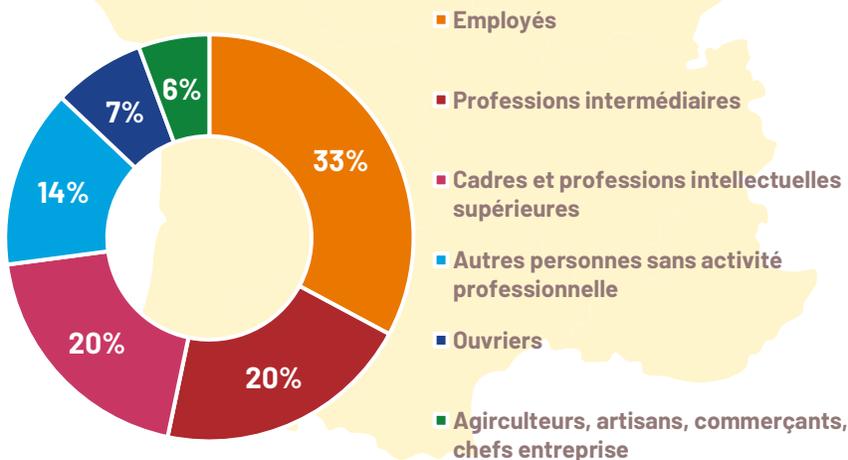
I. FOCUS SUR LES RÉPONDANTS DES ENQUÊTES

**II. PERCEPTIONS CROISÉES ENTRE CITOYENS ET
INDUSTRIELS**

5 000 répondants en France

44 % d'hommes et 56 % de femmes

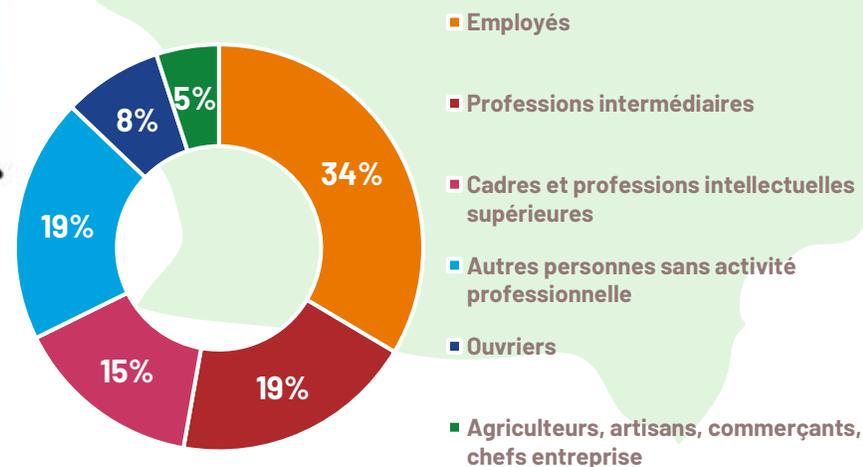
43 % ont plus de 55 ans, 34 % ont entre 35 et 54 ans et 23 % ont moins de 35 ans



Dont 483* dans les Hauts-de-France

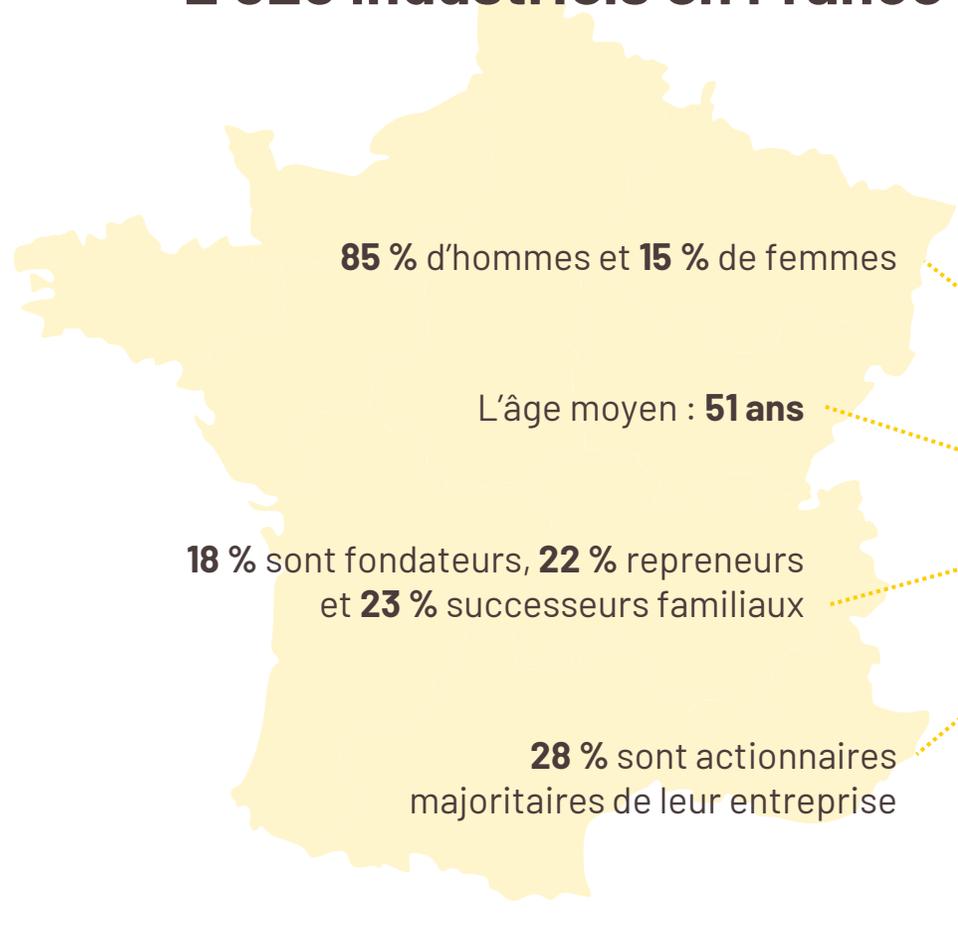
48 % d'hommes et 52 % de femmes

41 % ont plus de 55 ans, 35 % ont entre 35 et 54 ans et 24 % ont moins de 35 ans

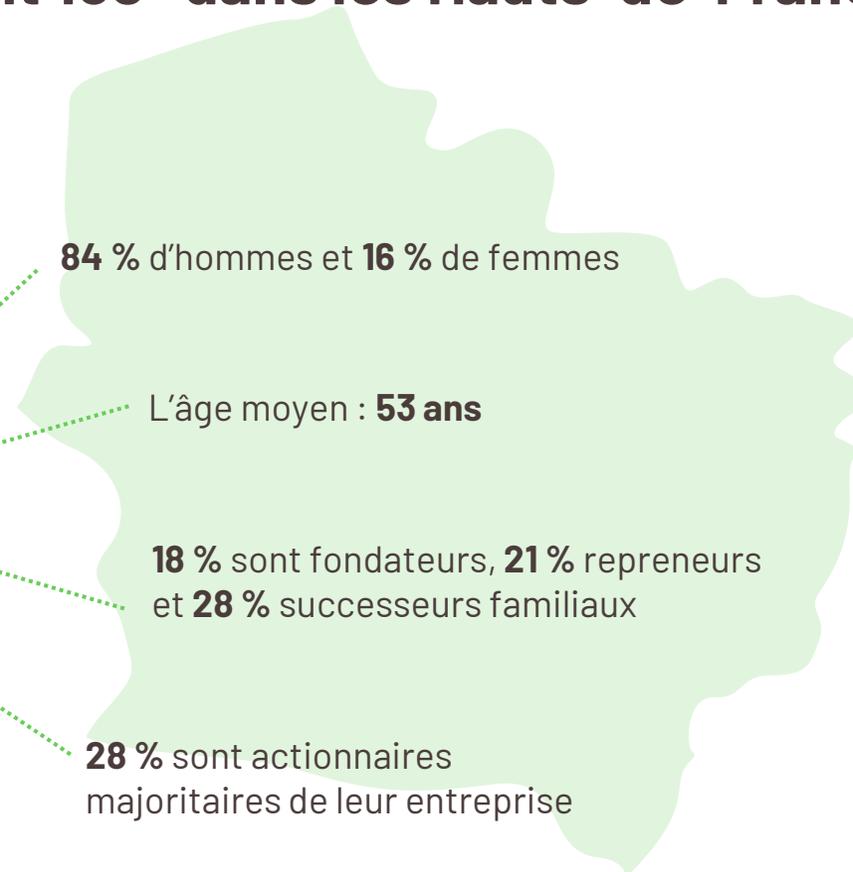


*L'étude concernant la société civile est constituée d'un échantillon de 5 000 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions.
Les répondants de la région Hauts-de-France représentent 483 personnes.

2 828 industriels en France

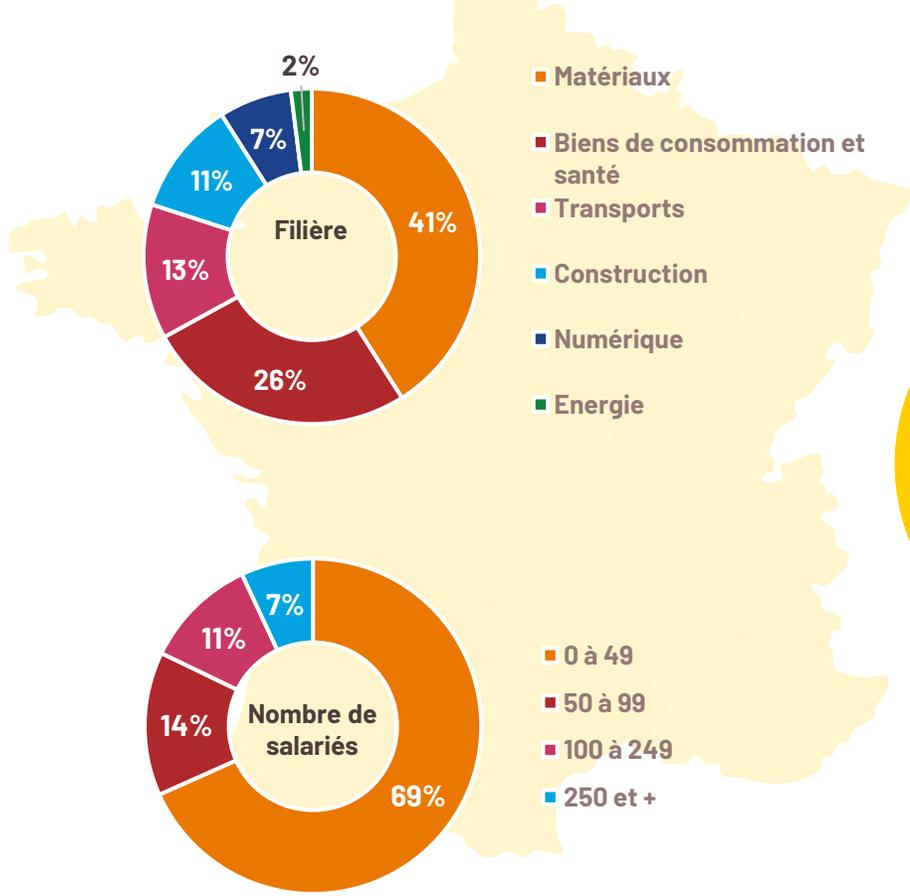


Dont 159* dans les Hauts-de-France

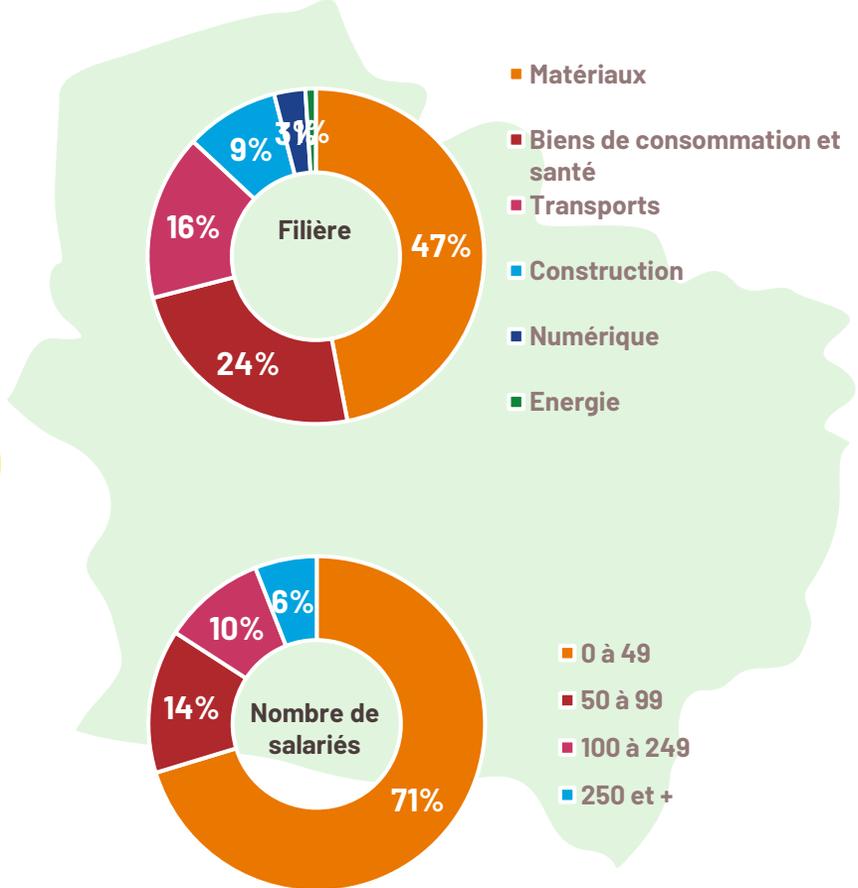


*L'étude concernant les dirigeants industriels est constituée d'un échantillon de 2 828 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions.
Les répondants de la région Hauts-de-France représentent 159 personnes.

2 828 industriels en France



Dont 159 dans les Hauts-de-France



LES INDUSTRIELS ET LES HABITANTS DE LA RÉGION EN PHASE AVEC UNE RÉINDUSTRIALISATION EN COURS EN FRANCE

DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS PLUS NOMBREUX À PERCEVOIR UNE RÉINDUSTRIALISATION EN COURS

- Les industriels des Hauts-de-France (42 %) perçoivent davantage la réindustrialisation en cours que leurs homologues dans le reste de la France (35 %).
- Les industriels de la région « incertains » sur l'état de la réindustrialisation en France (27 %) sont eux alignés avec le reste de la France (26 %).
- Contrairement aux autres régions françaises, en Hauts-de-France les industriels perçoivent la réindustrialisation autant voir plus que les habitants.

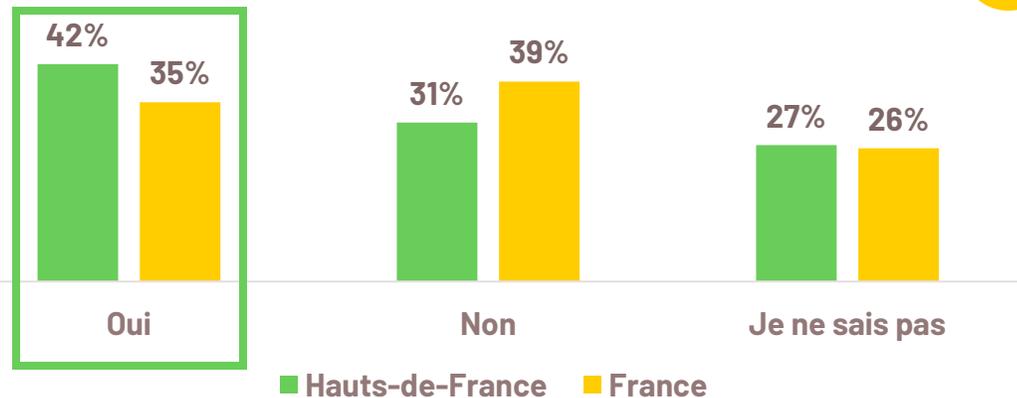
DANS LA RÉGION, LES CITOYENS SONT AUSSI OPTIMISTES QUE LES DIRIGEANTS DE LA RÉGION ET EN PHASE AVEC LA MOYENNE NATIONALE

- Les Français sondés dans notre échantillon sont 40 % à estimer que la France est dans une phase de réindustrialisation, ce qui est davantage que les dirigeants industriels (35 %).
- Les habitants des Hauts-de-France sont 40 % à estimer qu'une réindustrialisation est en cours, tout comme le reste des Français (40%).

QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

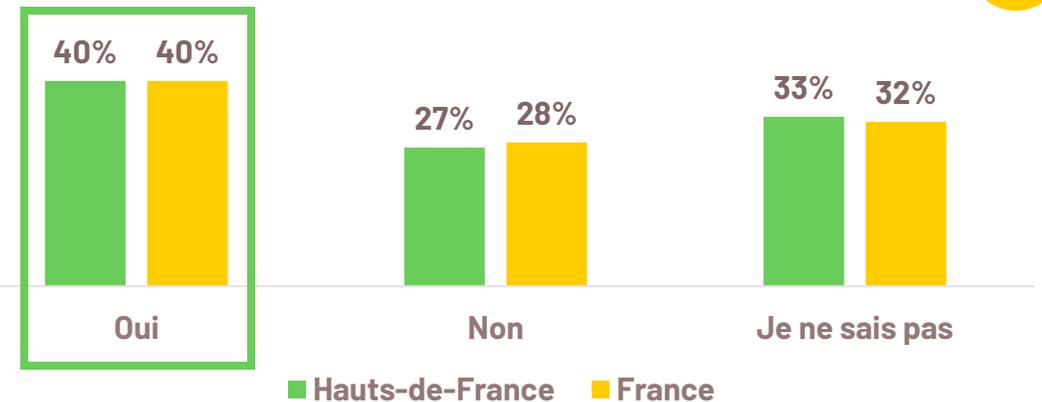
Dans un contexte lié aux enjeux de souveraineté à la suite des crises successives de la Covid et la guerre en Ukraine, on observe que 40 % Français perçoivent la réindustrialisation, laissant supposer que les prises de décision récentes ont eu un effet sur leur perception, plus importante que celle des industriels. Ces derniers apparaissent plus sceptiques : seuls 35 % perçoivent la réindustrialisation. En France, la réindustrialisation peut sembler une injonction politique, dont les effets concrets demeurent encore limités. Si le temps politique est acquis à la réindustrialisation, le temps social est plus lent.

La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels des Hauts-de-France représentent 159 personnes

La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français des Hauts-de-France représentent 483 personnes

DIRIGEANTS INDUSTRIELS ET HABITANTS N'ONT PAS LA MÊME VISION DE LA PLACE DE L'INDUSTRIE DANS LEUR TERRITOIRE

DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS DE LA RÉGION PERÇOIVENT UNE INDUSTRIE RESTÉE SOLIDE DANS LEUR TERRITOIRE ...

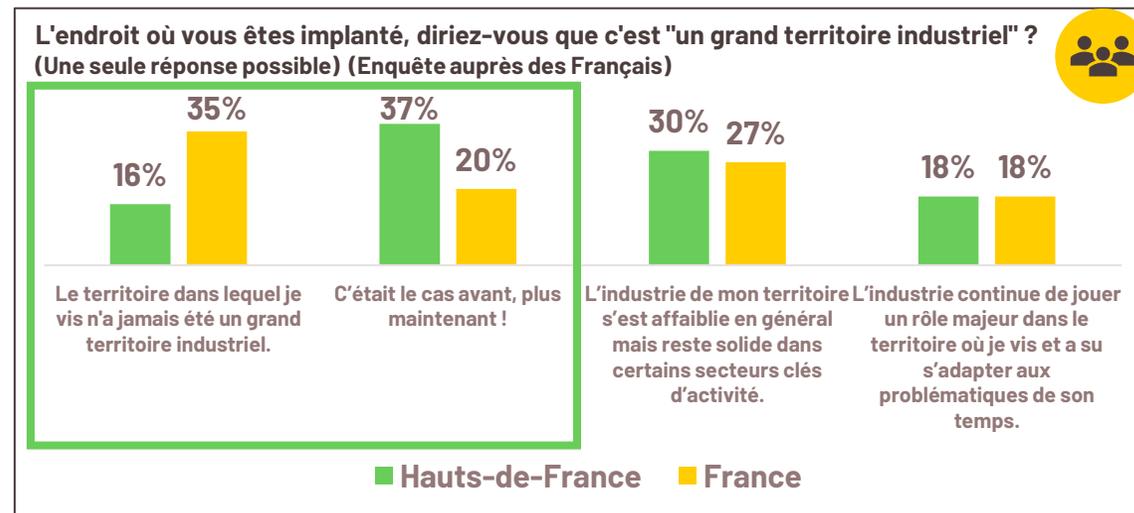
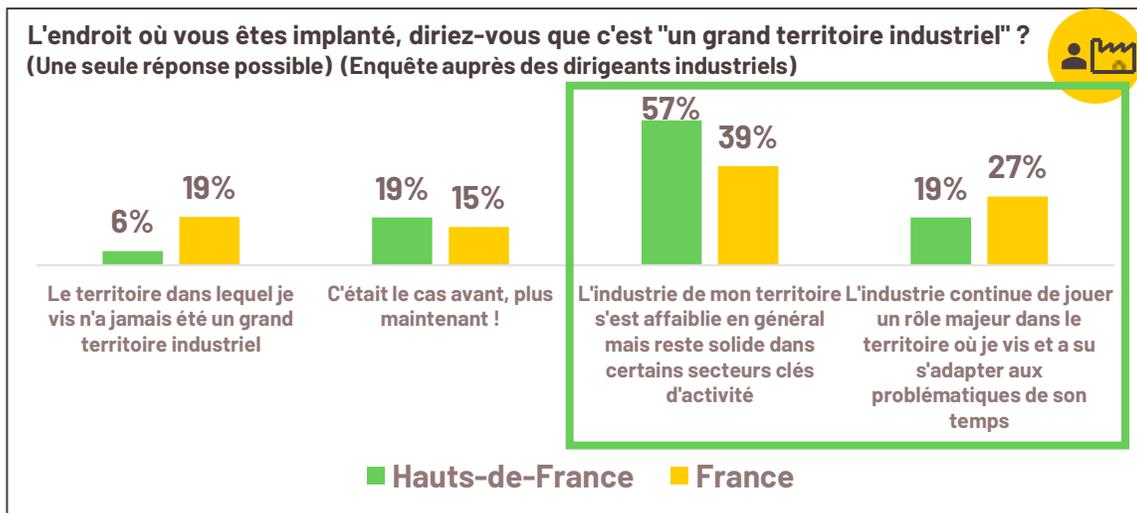
- Les industriels ont plutôt tendance à percevoir une industrie restée résiliente à travers le temps dans leur territoire (76 % regroupés). Après la désindustrialisation et les nombreuses fermetures sur les précédentes décennies, la région concentre la plupart des annonces d'ouverture de gigafactories du pays, qui peuvent avoir suscité chez les dirigeants une perception accrue du phénomène de « rebond » industriel : ACC, ProLogium, Envision, Verkor, etc.

... QUAND LES CITOYENS DE LA RÉGION EXPRIMENT PLUTÔT UNE GRANDEUR RÉVOLUE

- Les habitants de la région sont partagés sur l'empreinte industrielle de leur territoire.
- Plus d'un habitant sur deux ne reconnaît aujourd'hui pas son territoire comme étant un grand territoire industriel (53 % regroupés). La désindustrialisation a laissé des traces chez les anciens salariés qui ont connu des vagues de licenciements et leurs proches.
- Le reste des sondés dans la région (regroupés) perçoivent une industrie restée solide, au moins dans des secteurs clés.

QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

Lorsqu'interrogés sur leur perception de leur territoire, dirigeants et citoyens n'ont pas le même avis : les dirigeants ont tendance à percevoir leur industrie comme ayant su être résiliente à travers le temps, tandis que les Français ont plus de mal à saisir l'empreinte passée ou actuelle de l'industrie dans leur territoire. signe possible que l'industrie n'est pas autant visible et mise en avant que d'autres aspects faisant rayonner un territoire : savoir-faire artisanal, patrimoine, agriculture, etc.



Source :
 Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
 Les industriels des Hauts-de-France représentent 159 personnes

Source :
 Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
 Les Français des Hauts-de-France représentent 483 personnes

UNE ACCEPTATION DIFFÉRENCIÉE DES SECTEURS INDUSTRIELS

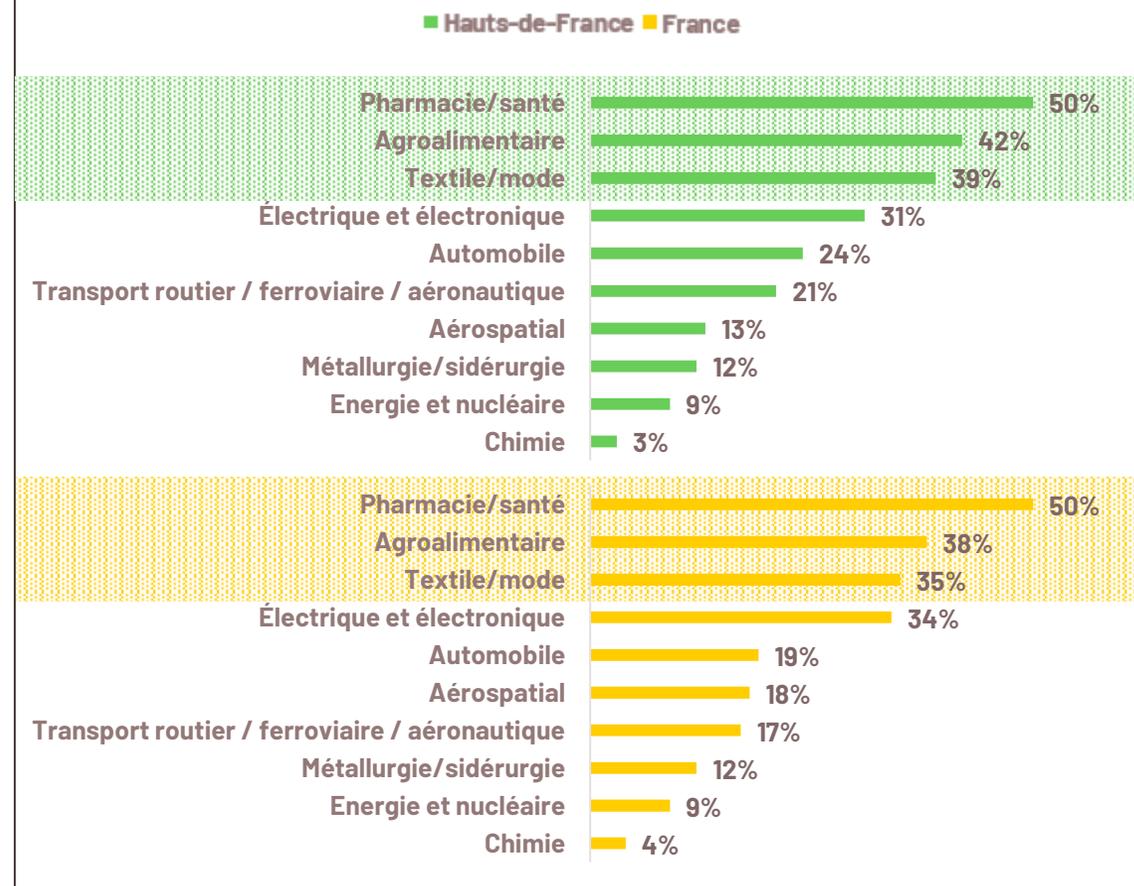
DANS LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE, LES CITOYENS PLÉBISCITENT LES MÊMES INDUSTRIES QU'AU NIVEAU NATIONAL, AVEC QUELQUES DIFFÉRENCES

- Un territoire aura beau avoir du potentiel pour accueillir l'industrie, il restera à convaincre les riverains pour pouvoir s'y implanter : dans la région, cette acceptabilité est forte pour les secteurs de la **pharmacie/santé**, de l'**agroalimentaire** et du **textile/mode**. Les tendances sont similaires au national et il est possible que les secteurs les plus acceptés soient ceux considérés globalement comme les moins dangereux.
- Certaines industries sont davantage plébiscitées par les habitants de la région que par l'ensemble des Français : c'est le cas du **textile/mode** (39 % contre 35 % au niveau national), de l'**automobile** (24 % contre 19 % au niveau national), et du **transport routier/ferroviaire/aéronautique** (21 % contre 17 % au niveau national).
- À l'inverse, l'installation de certaines industries est moins plébiscitée par les habitants de la région : c'est le cas de l'**aérospatial** (13 % contre 18 % au niveau national).
- Les secteurs les plus représentés (en nombre d'établissements de plus de 10 salariés) sont l'agroalimentaire, la métallurgie, et la plasturgie. **Le secteur de l'agroalimentaire est donc le seul à la fois plébiscité par les populations locales, et fortement en présence dans la région.**

EN FRANCE, LES CITOYENS PRIVILÉGIENT L'IMPLANTATION DE CERTAINS SECTEURS PRÈS DE CHEZ EUX

Cette acceptabilité ne s'aligne pas forcément avec les secteurs jugés les plus importants en termes économiques : si 60 % considèrent que la pharmacie/santé doit être la plus développée en France, ce chiffre se replie à 50 % pour l'acceptabilité de l'implantation d'un site de ce secteur dans sa ville/commune.

Parmi les types d'industries suivants, lesquels accepteriez-vous le plus dans votre ville/commune ?
(Top 10)(Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français des Hauts-de-France représentent 483 personnes

LES HABITANTS DE LA RÉGION MOTIVÉS POUR TRAVAILLER DANS L'INDUSTRIE

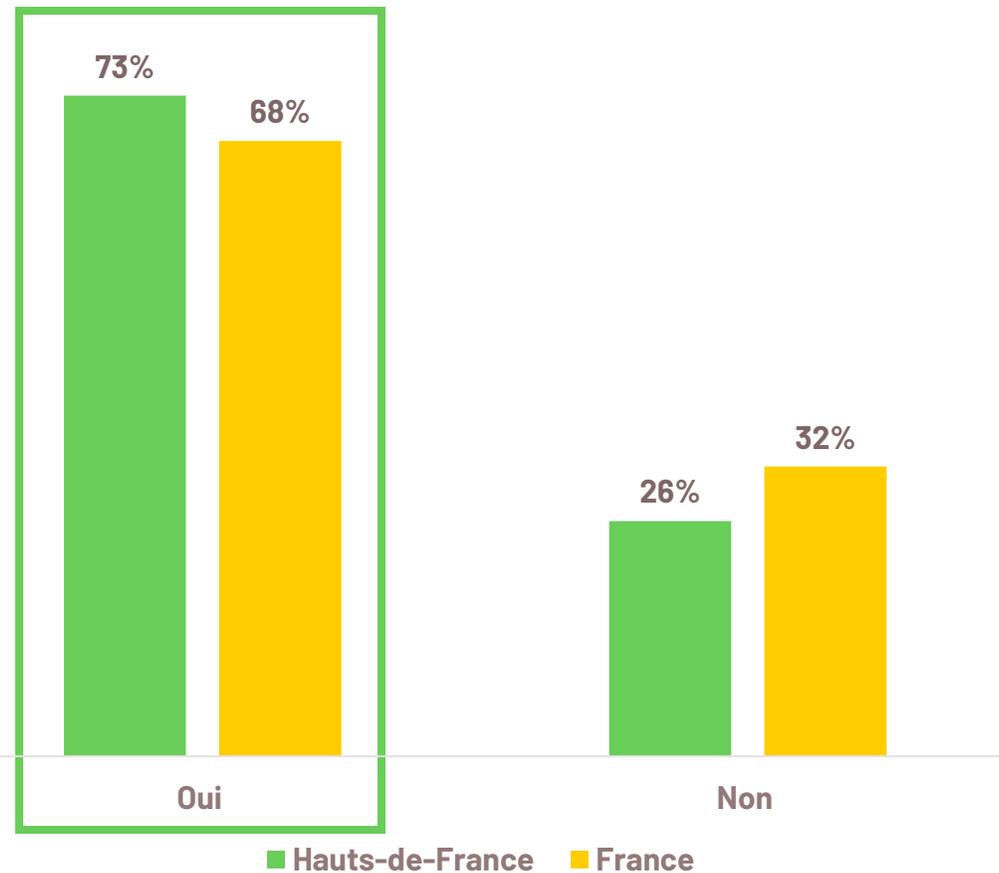
DANS LA RÉGION, LES HABITANTS SONT TRÈS ENCLINS À ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

- Les habitants des Hauts-de-France se montrent très favorables à rejoindre le monde professionnel de l'industrie, en effet 73 % des sondés affirment que s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle, ils accepteraient un nouvel emploi dans l'industrie.
- L'industrie en tant qu'employeur semble, autant au niveau régional (73 %) que national (68 %), bénéficier d'une image très positive.
- Ces résultats sont alignés avec les objectifs du plan stratégique de la région (SRDEII), dont une des priorités est l'emploi (à travers le développement d'instruments financiers, l'accompagnement à la reprise d'emploi, et le soutien aux formes innovantes de coopération).

EN FRANCE, LES CITOYENS ENVISAGERAIENT MAJORITAIREMENT D'ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

Les Français interrogés sont 68 % à envisager d'accepter un emploi dans l'industrie s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle.

Supposons que vous êtes à la recherche d'une opportunité professionnelle. Accepteriez-vous personnellement un nouvel emploi dans l'industrie? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français des Hauts-de-France représentent 483 personnes

AU SEIN DE LA RÉGION, DES DISPARITÉS DE PERCEPTION AUTOUR DE LA RÉINDUSTRIALISATION

POURQUOI A-T-ON CHOISI D'ANALYSER CES ZONES D'EMPLOI SPÉCIFIQUEMENT ?

A partir de sa cartographie du potentiel des territoires industriels, Bpifrance Le Lab a interrogé les habitants de 49 zones d'emploi sur leurs perceptions de l'industrie pour analyser des cas d'études différents : certaines zones d'emploi présentent des hauts potentiels dans certains secteurs clés d'activité, d'autres ont un profil plus touristique ou plus industriel.

AU SEIN DE LA RÉGION, LA PERCEPTION DE LA RÉINDUSTRIALISATION EST MARQUÉE PAR LES VÉCUS INDUSTRIELS DES TERRITOIRES

- Au sein de la région Hauts-de-France, les zones d'emploi de sélectionnées dans le tableau ci-contre nous ont été suggérées par divers experts de la réindustrialisation et notre cartographie (cf slide 24) pour leur fort potentiel industriel.
- Les Dunkerquois sont les seuls à être plus optimistes (58%) que la moyenne régionale lorsqu'on leur demande s'ils perçoivent la réindustrialisation de la France. A l'opposé, moins de 25% des sondés à Douai et Valenciennes répondent oui à cette demande.
- Les Dunkerquois reconnaissent à leur territoire la plus forte empreinte industrielle (85 %) parmi les ZE interrogées. Les Berckois (55 %) sont également plus enclins que l'habitant moyen de la région à considérer leur territoire comme un grand territoire industriel.
- Les habitants au sein des ZE analysées plébiscitent les mêmes secteurs que la moyenne régionale, avec quelques exceptions liées aux histoires industrielles des territoires. La production/distribution d'électricité se place dans le Top 3 à Dunkerque, où EDF est présent, et la fabrication de matériel de transport se classe deuxième à Valenciennes, où sont par exemple présents Toyota, PSA, Bombardier et Alstom.
- Enfin, l'ensemble des bassins d'emploi analysés s'accordent à être très enclins à rejoindre des métiers de l'industrie si l'opportunité se présentait. C'est en particulier le cas pour Dunkerque (75 %) et Maubeuge (74 %).

Source : Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français, dont 483 en Hauts-de-France
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 4 400 Français dans 49 zones d'emploi sélectionnées.

*Part de répondants ayant répondu « L'industrie de mon territoire s'est affaiblie en général mais reste solide dans certains secteurs clés d'activité » et « L'industrie continue de jouer un rôle majeur dans le territoire où je vis et a su s'adapter aux problématiques de son temps. »

Région & Zones d'emploi	Hauts-de-France	Dunkerque	Roubaix - Tourcoing	Valenciennes	Lens	Douai	Maubeuge	Berck
La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? <i>Part de « Oui »</i>	40 %	++ 58 %	= 39 %	-- 25 %	- 35 %	-- 23 %	-- 30 %	= 38 %
L'endroit où vous vivez, diriez-vous que c'est un « grand territoire industriel » ? <i>Part de « Oui » regroupée*</i>	48 %	++ 85 %	-- 30 %	= 45 %	= 48 %	= 50 %	-- 27 %	+ 55 %
Parmi les types d'industries suivants, lesquels accepteriez-vous le plus dans votre ville/commune ? <i>Top 3</i>	  	  	  	  	  	  	  	  
Supposons que vous êtes à la recherche d'une opportunité professionnelle. Accepteriez-vous personnellement un nouvel emploi dans l'industrie ? <i>Part de « Oui »</i>	73 %	= 75 %	-- 62 %	- 66 %	-- 63 %	-- 62 %	= 74 %	= 70 %

LEGENDE	 Pharmacie/santé	 Électrique/électronique
	 Textile/mode	 Agroalimentaire
	 Énergie et nucléaire	 Transports (routier, ferroviaire, aéro)

Ecart à la moyenne régionale

Négatif	Positif
= Ecart < 5 p.p.	=
- Ecart entre 5 et 10 p.p.	+
-- Ecart > 10 p.p.	++



4

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

STRATÉGIES DES INDUSTRIELS DU
TERRITOIRE

DES INDUSTRIELS ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

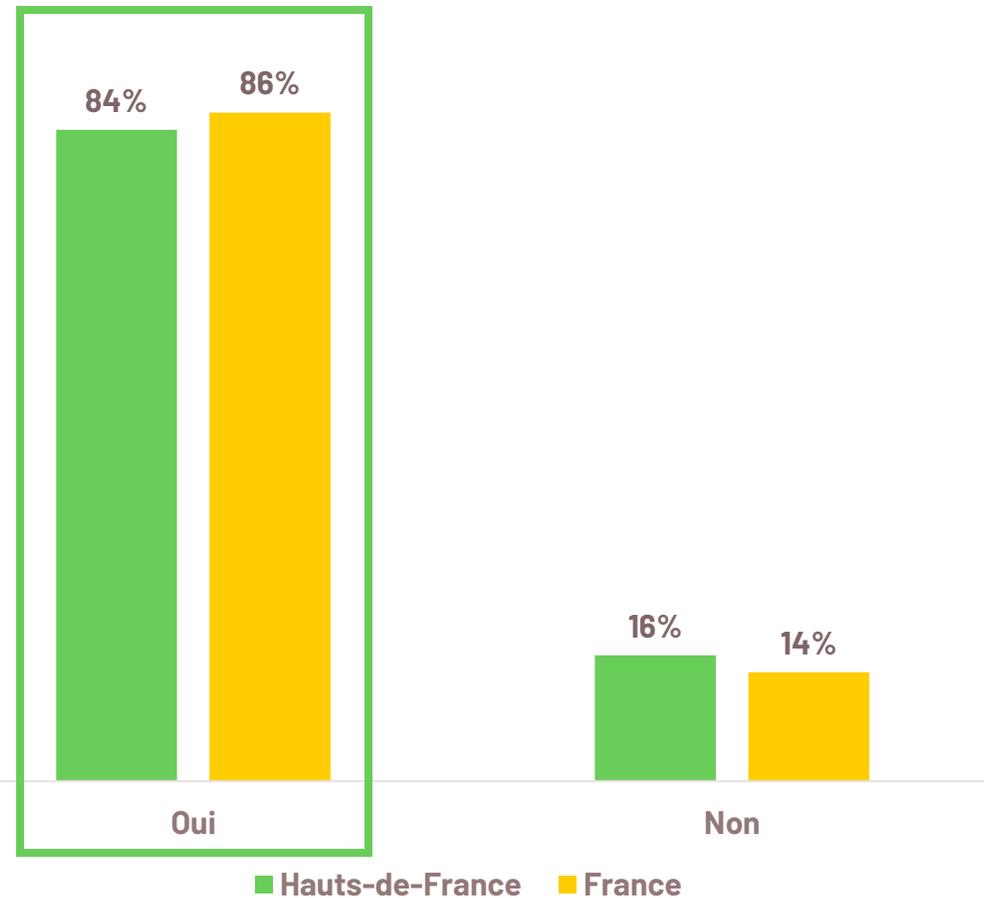
DANS LA RÉGION, 84 % DES INDUSTRIELS SONT ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

- **84 % des industriels des Hauts-de-France se disent attachés à leur territoire.** Ce chiffre est aligné avec la moyenne nationale (86 %).
- Cet attachement trouve en partie sa source dans l'histoire personnelle des dirigeants avec le territoire. En effet, parmi les dirigeants des Hauts-de-France dans notre échantillon qui se disent attachés à leur territoire, 62 % y ont grandi (à l'inverse, seuls 15 % des dirigeants des Hauts-de-France qui disent ne pas être attachés à leur territoire y ont grandi).
- Les industriels sont également attachés à leur territoire car ils emploient les talents qui y résident. Ils sont ainsi très conscients du fait que tout déménagement impliquerait une perte de compétences.
- Les industriels des Hauts-de-France révèlent leur attachement à leur territoire en privilégiant, dans leurs projets de développement, une implantation à proximité de leur usine à un déménagement ailleurs en France (cf slide 44).

EN FRANCE, 86 % DES INDUSTRIELS SONT ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

Du fait de leur trajectoire personnelle, les dirigeants sont affectivement liés au territoire où se situe leur site de production. Cet attachement procède d'une histoire au sein du territoire, soit qu'ils y ont grandi (48 % des dirigeants attachés), soit qu'ils y ont fait leurs études ou y ont travaillé (20 %).

Êtes-vous personnellement attaché à votre territoire ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels des Hauts-de-France représentent 159 personnes

DES INDUSTRIELS PORTÉS VERS LA CROISSANCE

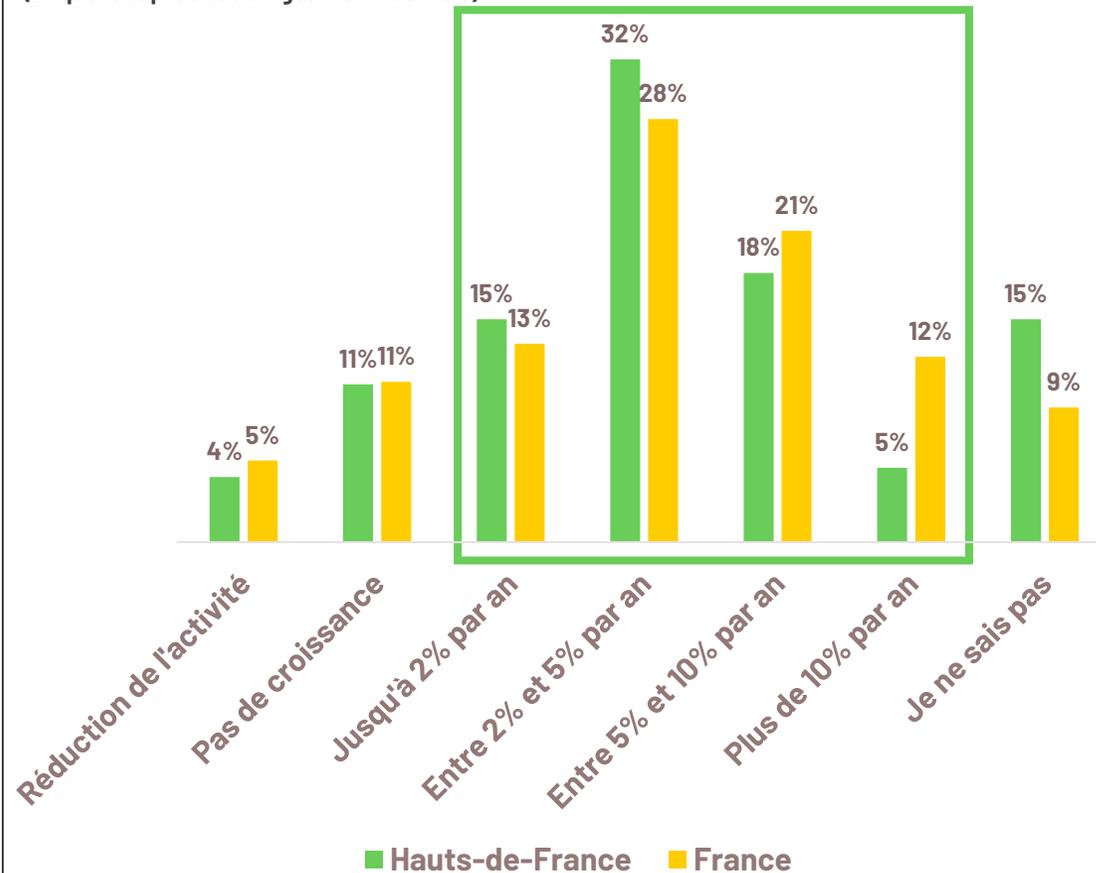
DANS LA RÉGION, 70 % DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT UNE CROISSANCE DE LEUR ACTIVITÉ

- **70 % des industriels des Hauts-de-France prévoient une croissance de leur chiffre d'affaires dans les trois ans à venir.** Ce chiffre est inférieur à la moyenne nationale qui se situe à 75 %.
- **En Hauts-de-France, parmi les industriels sondés exprimant des prévisions de croissance pour leur activité, 53 % traduisent leur stratégie de croissance en un projet de nouvelle implantation,** ce chiffre étant de 63 % au niveau de la France.
- Lorsqu'on se plonge dans le détail, ce sont les « petites » croissances qui sont privilégiées dans la région plutôt que les « grandes » : 47 % (regroupés) prévoient une croissance de 0 à 5 % par an (contre 41 % au niveau national), alors que 23 % (regroupés) prévoient une croissance de 5 % et plus (contre 33 % au niveau national).
- **Les industriels de la région Hauts-de-France sont traversés par une plus grande incertitude sur leurs prévisions de croissance dans les trois prochaines années** (15 % contre 9 % au niveau national).

EN FRANCE, 75 % DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT DE FAIRE CROÎTRE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES

L'étude nationale a mis en avant des dirigeants industriels optimistes dans leurs ambitions de croissances. Les PME (hors TPE), les ETI et GE prévoient de croître d'au moins 4 % par an sur les 3 prochaines années. Les start-up industrielles communiquent des perspectives de croissance plus fortes à 10 % par an au moins,

Quelle est la croissance annuelle moyenne prévue de votre chiffre d'affaires dans les 3 prochaines années ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)

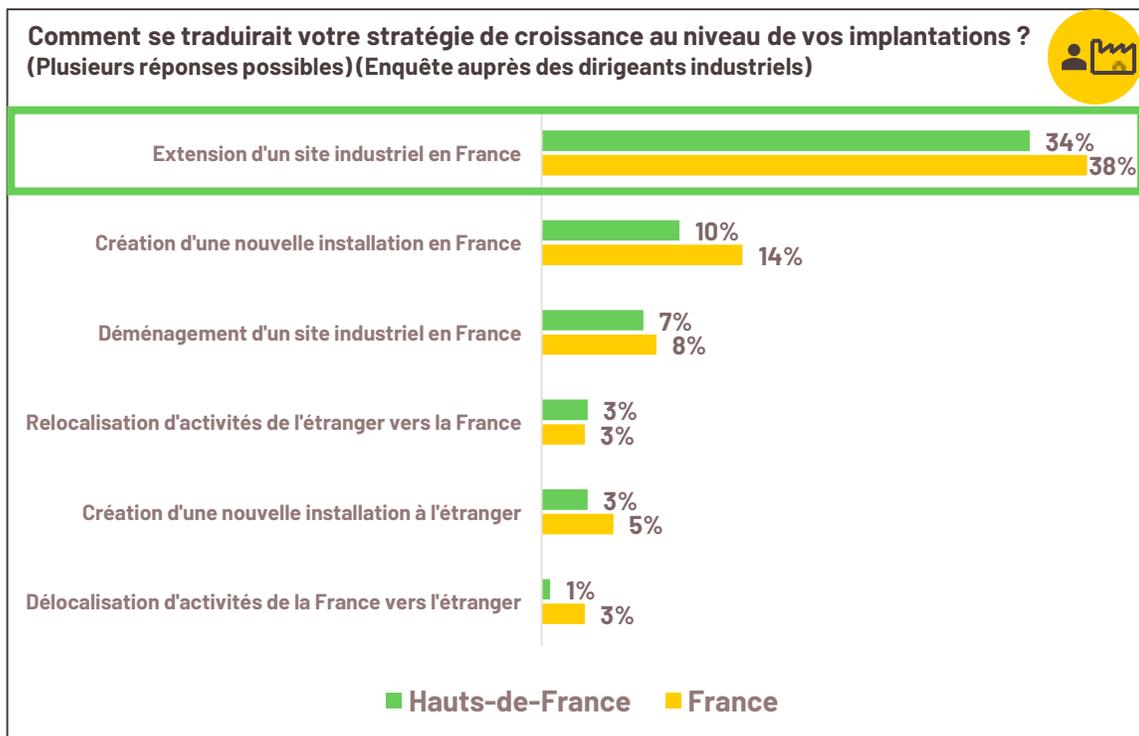


Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels des Hauts-de-France représentent 159 personnes

PARMI DIFFÉRENTES MODALITÉS D'IMPLANTATION, LES DIRIGEANTS CHOISIRAIENT L'EXTENSION DE SITE EXISTANT

LES DIRIGEANTS CHOISIRAIENT D'ÉTENDRE LEURS SITES INDUSTRIELS EXISTANTS

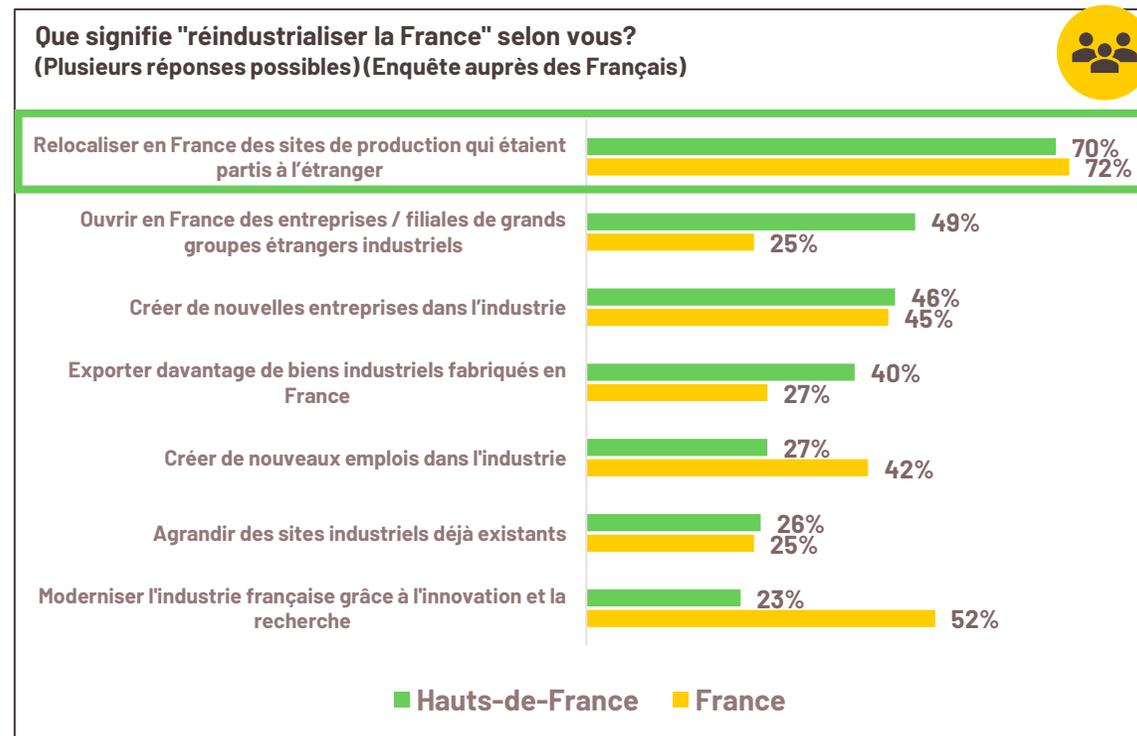
- Lorsqu'ils ont un projet d'implantation, les industriels de la région Hauts-de-France comme ceux de l'échantillon France privilégient les extensions de sites industriels existants (respectivement à 34 % et 38 %).
- Les industriels des Hauts-de-France, en revanche, se projettent moins dans la création de nouvelles installations en France (10 %) que les dirigeants français dans leur ensemble (14 %).



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels des Hauts-de-France représentent 159 personnes

... ALORS QUE LES FRANÇAIS ASSOCIENT PLUTÔT RÉINDUSTRIALISATION À RELOCALISATIONS

- 72 % des Français pensent que réindustrialiser signifie relocaliser, et seul un quart cite l'agrandissement de sites existants. Ces réponses révèlent un décalage entre les représentations des citoyens sur l'industrie et les réalités vécues par les industriels.
- Les habitants des Hauts-de-France ont, avec les annonces récentes d'ouvertures de gigafactories, un rapport plus direct à l'ouverture de sites en France (49 % dans la région contre 25 % dans le reste du pays).



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français des Hauts-de-France représentent 483 personnes

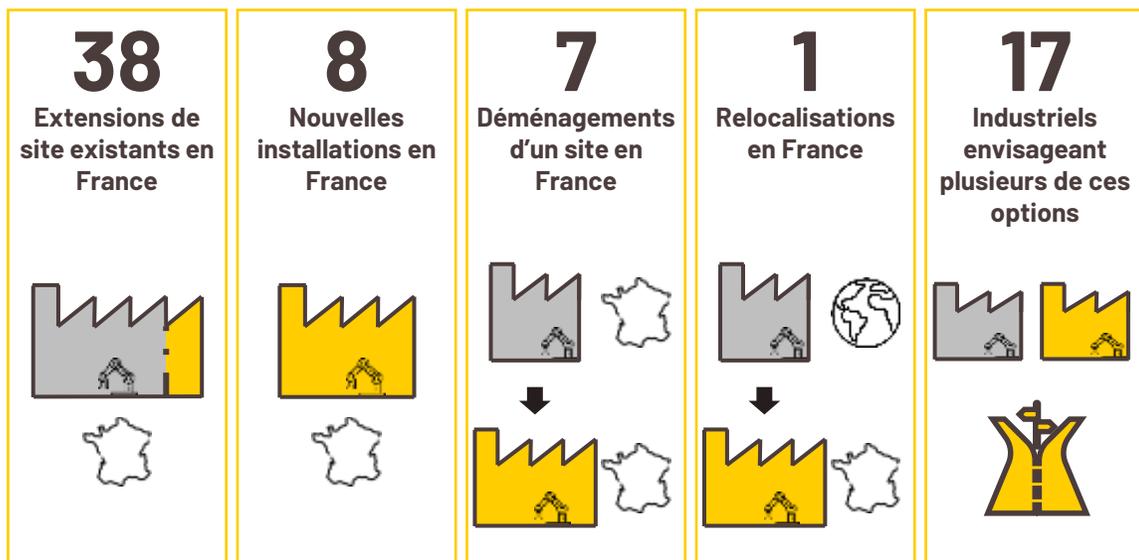
LE PROFIL DES INDUSTRIELS DES HAUTS-DE-FRANCE PORTANT UN PROJET D'IMPLANTATION

AU NIVEAU NATIONAL

Au niveau national, 1493 industriels sondés par notre enquête nous ont fait part d'un projet d'implantation pour développer leur activité en France. Il s'agit de projets d'extensions de sites existants, de créations de nouvelles installations en France, de déménagements et de relocalisation de sites en France.

LES PROJETS D'IMPLANTATION DES DIRIGEANTS DES HAUTS-DE-FRANCE S'INCARNENT PRINCIPALEMENT DANS DES EXTENSIONS DE SITE

En Hauts-de-France, 71 industriels (sur les 159 sondés) ont exprimé avoir le projet d'une nouvelle implantation en France :



Caractéristiques de ces 71 industriels porteurs de projets d'implantation en France et de leurs entreprises

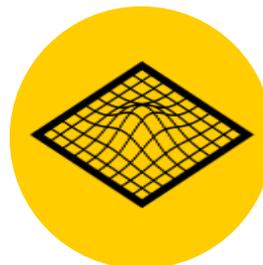


Les 3 filières les plus représentées sont :

- Mines et métallurgie
- Construction
- Agroalimentaire



Le nombre moyen de salariés de l'entreprise est de 119



30 dirigeants sur 71 expriment un besoin foncier inférieur à 2Ha pour leur projet d'implantation

Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les Industriels des Hauts-de-France représentent 159 personnes

69 % DES DIRIGEANTS INDUSTRIELS DE LA RÉGION ONT BESOIN DE MOINS DE 2 HA POUR LEURS IMPLANTATIONS

EN FRANCE, 7 INDUSTRIELS SUR 10 RECHERCHENT MOINS DE 2 HECTARES POUR LEUR PROCHAINE IMPLANTATION INDUSTRIELLE

Alors que les territoires identifient la faible disponibilité de foncier économique comme étant le premier frein à l'implantation d'entreprises, les dirigeants semblent en majorité rechercher du petit foncier pour leur développement industriel.

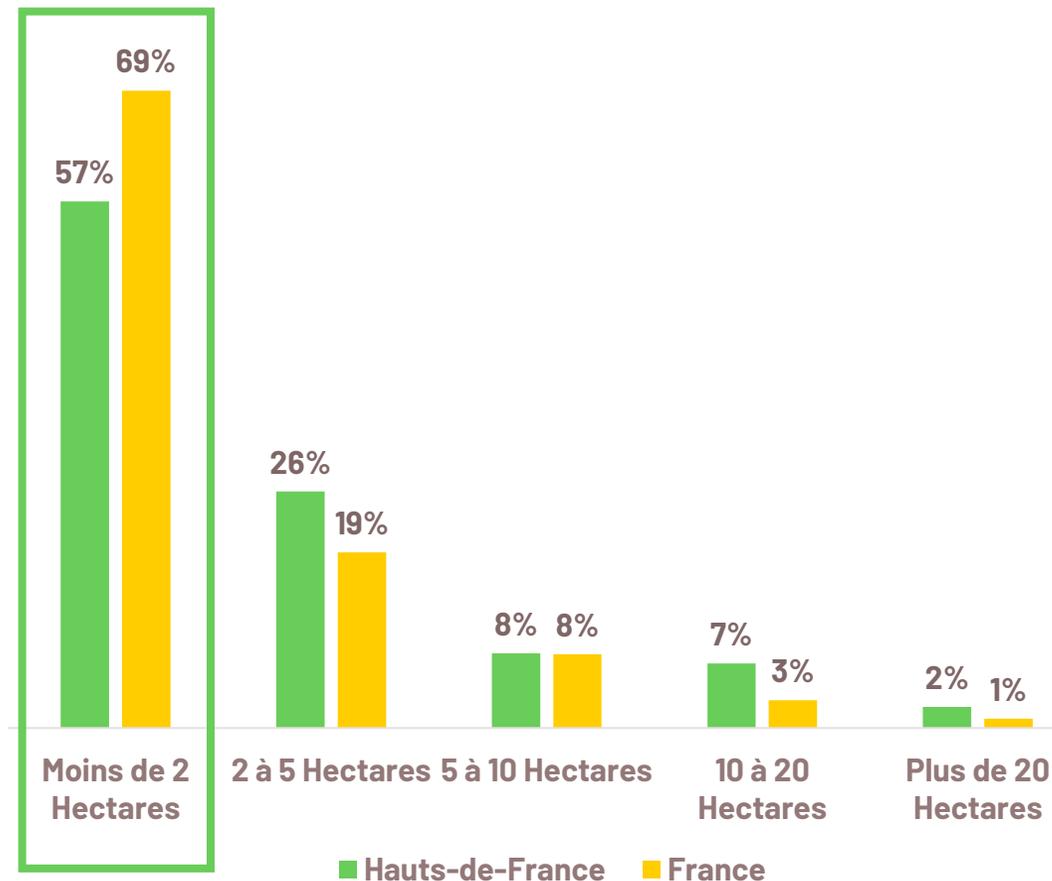
DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS ONT BESOIN DE PETIT FONCIER POUR RÉALISER LEURS IMPLANTATIONS

- Un industriel sur deux (57 %) en Hauts-de-France requiert moins de 2 Hectares* pour son prochain projet industriel. Dans le reste de la France, ce chiffre est de deux sur trois (69 %).
- Les dirigeants des Hauts-de-France privilégient du foncier plus grand que le reste des industriels du pays. 26 % d'entre eux déclarent avoir besoin de 2 à 5 Ha (contre 19 % au niveau national). Ils sont aussi plus nombreux que le reste des industriels français à demander du grand foncier : 7 % déclarent avoir besoin de plus de 10 à 20 Ha (contre 3 % au niveau national).
- Organiser la rencontre de l'offre et de la demande en matière de foncier est clé pour favoriser la réindustrialisation des territoires, notamment dans un contexte où on veut limiter l'artificialisation des sols.
 - Les Hauts-de-France bénéficient de cinq sites clé en main (à Noyon, Loon-Plage, Noyelles-Godault, Vieux-Reng, et Escaudain) totalisant 228 Ha prêts à l'emploi, avec des délais d'instruction réduits, et des infrastructures préétablies telles que le raccordement électrique.
 - La région bénéficie également de 52 sites de foncier économique** totalisant 619 Ha, même si plus nombreux que les sites clé en main, ceux-ci sont parfois des friches industrielles qui nécessitent de gros chantiers d'assainissement et de dépollution. Certains exigent d'importants travaux de réhabilitation et de dépollution avant toute réaffectation, ce qui en retarde l'exploitabilité.

* Une surface de 2 Ha représente un peu moins de 3 terrains de football ou 76 courts de tennis, pour 5 Ha c'est un peu plus de 7 terrains de football ou 191 courts de tennis

** Les sources de ces données sont indiquées en slide 24.

Quel est le besoin en foncier pour cette nouvelle implantation ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels des Hauts-de-France représentent 159 personnes

LA PÉNURIE DE COMPÉTENCES, PREMIER FREIN LOCAL AUX PROJETS INDUSTRIELS

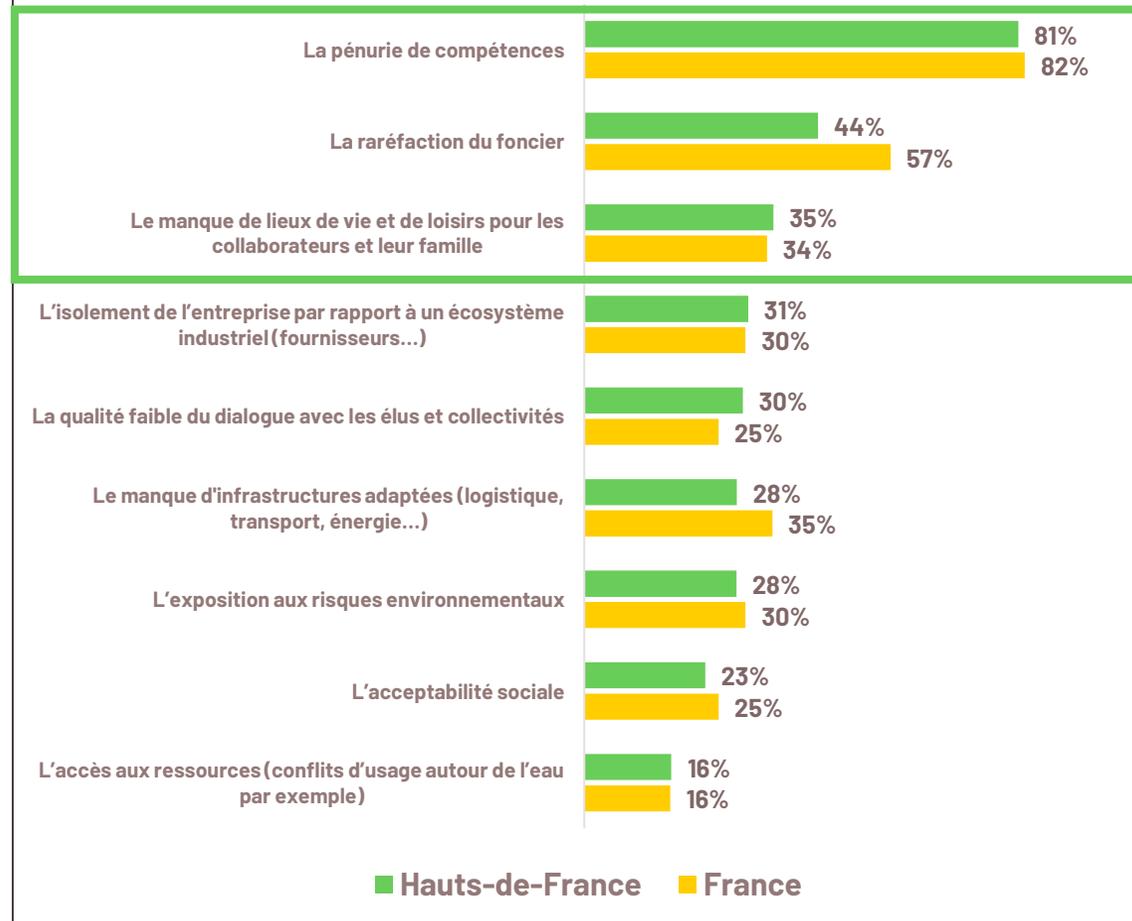
LES COMPÉTENCES, LE FONCIER ET LES LIEUX DE VIE EN TÊTE DES PRIORITÉS DES INDUSTRIELS

- **La pénurie de compétences demeure le premier frein local (81 %) pour les projets industriels aux yeux de leurs chefs d'entreprise dans la région Hauts-de-France, qui partagent la même vision que leurs homologues dans le reste du pays (82 %).**
- **La raréfaction du foncier est le deuxième frein local identifié par les industriels en Hauts-de-France (44 %), mais est à leurs yeux moins prioritaire que pour le reste des industriels français (57 %).** D'autres freins identifiés sont moins prioritaires en Hauts-de-France que dans le reste du pays : c'est le cas du **manque d'infrastructures adaptées** (28 % contre 35 % au niveau national).
- **Au contraire, d'autres freins sont perçus comme plus prioritaires en Hauts-de-France que dans le reste du pays. C'est le cas de la faible qualité du dialogue avec les élus et collectivités** (30 % contre 25 % au niveau national).
- Les industriels des Hauts-de-France citent la pénurie de foncier comme deuxième frein aux projets industriels alors même que la région est particulièrement dotée en foncier* et qu'une majorité d'entre eux déclarent vouloir s'implanter localement, il est nécessaire d'interroger les raisons de cette perception du manque de foncier par les industriels, et l'adéquation entre les besoins des industriels et les caractéristiques spécifiques de l'offre de foncier.

EN FRANCE, LA PÉNURIE DE COMPÉTENCES EST LE PREMIER FREIN AUX PROJETS INDUSTRIELS

Trouver de la place pour y installer une nouvelle ligne de production est plus facile que de trouver de la main d'œuvre pour l'opérer : la pénurie de compétences est le principal frein au niveau local, devant la raréfaction du foncier. Lorsque l'on prend en compte le fait que ces projets prennent en premier lieu la forme d'extensions de sites déjà implantés, recruter reste le défi majeur des industriels.

Quels freins locaux identifiez-vous à vos projets industriels ? (Plusieurs réponses possibles) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels des Hauts-de-France représentent 159 personnes

5

LA REINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION

LA PAROLE AU CONSEIL RÉGIONAL

LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION : XAVIER BERTRAND, NOTRE GRAND TÉMOIN

« Les résultats de cette étude confirment ce que nous observons sur le terrain : la Région Hauts-de-France joue un rôle central dans la réindustrialisation de notre pays. Avec 9 % de la valeur ajoutée industrielle française et une attractivité forte pour les investissements étrangers, nous avons démontré notre capacité à attirer des projets d'envergure.

Cette dynamique ne doit pas nous faire oublier les défis encore présents. Nous restons déterminés à transformer les difficultés en opportunités. C'est d'ailleurs tout le sens de notre stratégie régionale : encourager la montée en compétence de nos jeunes et soutenir les entreprises.

La résilience des industriels de notre région attachés aux Hauts-de-France qui prévoient une croissance de leur chiffre d'affaires dans les trois ans à venir est à souligner. Cela témoigne non seulement d'un attachement au territoire, mais aussi d'une confiance en l'avenir. Ensemble, avec nos partenaires industriels, nous continuerons à renforcer notre écosystème pour faire des Hauts-de-France un moteur de la renaissance industrielle française.

L'atout indéniable des Hauts-de-France est d'être une industrie diversifiée. La Région avec sa dynamique rev3 est un modèle de développement durable et de marche vers la neutralité carbone. Aujourd'hui, Hauts-de-France rime avec vallée européenne de la batterie. De la fabrication des batteries électriques, au recyclage en passant par la production des composants laissant toute la place à l'écosystème de l'industrie durable et décarbonée de demain.

Pour cela, nous poursuivrons nos efforts, notamment en matière de formation professionnelle, car nos entreprises auront besoin de talents qualifiés pour croître et se moderniser. Nous devons également nous appuyer sur nos infrastructures exceptionnelles, nos ports stratégiques, demain le Canal Seine-Nord Europe, et nos espaces disponibles pour attirer de nouvelles implantations.

Mais surtout, au-delà des chiffres, il y a une réalité humaine derrière cette réindustrialisation : celle des hommes et des femmes qui travaillent chaque jour pour faire vivre cette région. C'est pour eux que nous devons réussir cette bataille. Ensemble, continuons de transformer les Hauts-de-France ! »



Xavier Bertrand
 Président
 Conseil Régional Hauts-de-France

CONTACTS



bpifrance-lelab@bpifrance.fr



www.lelab.bpifrance.fr



www.x.com/BpifranceLeLab

Elise TISSIER,

Directrice, **Bpifrance Le Lab**

elise.tissier@bpifrance.fr

Bao-Tran NGUYEN,

Responsable du pôle études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

doan.nguyen@bpifrance.fr

Tatiana LLUENT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

tatiana.lluent@bpifrance.fr

Matéo SZMIDT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

joseph.szmidt@bpifrance.fr

SERVIR L'AVENIR

bpifrance